

PBF November 2025 Project Progress Report



**PEACEBUILDING
FUND**



APERCU DU PROJET

Nous vous remercions d'avoir pris le temps de remplir le rapport d'activité de projet du PBF. Pour les projets avec plus d'un récipiendaire, veuillez consulter vos co-réceptaires avant de remplir le formulaire afin d'assurer une collaboration sur les réponses. Si vous avez des questions ou si vous avez besoin d'une assistance technique pour remplir le formulaire, veuillez envoyer un e-mail à gabriel.velasteguimoya@un.org.

Appuyer sur Next pour commencer

» Soumission du rapport

Type de rapport *

- ☐ Semestriel
- ☒ Annuel
- ☐ Final
- ☐ Autre

Date de soumission du rapport *

2025-11-13

Nom et titre de la personne qui soumet le rapport *

Joachim Ouedraogo, Chef du Projet LANDJA

Adresse e-mail de la personne soumettant le rapport *

joachim.ouedraogo@undp.org

Nom et titre de la personne qui a approuvé le rapport *

Jean-Francois Dubuisson, Représentant Résident Adjoint du PNUD

Tous les bénéficiaires de fonds pour ce projet ont-ils contribué au rapport ? *

- ☒ Oui
☐ Non

Le Secrétariat PBF ou point focal auprès du Bureau du Coordonnateur Résident a-t-il revu le rapport? *

Vous devriez normalement veiller à ce que le Secrétariat du PBF ou le point focal du PBF aient l'opportunité de procéder à une révision

- ☒ Oui
☐ Non
☐ Pas Applicable

» Informations sur le projet et portée géographique

S'agit-il d'un projet transfrontalier ? *

- ☐ Oui ☒ Non

Veillez sélectionner la région géographique dans laquelle le projet est mis en œuvre

- ☐ Asie et le Pacifique
 ☐ Afrique centrale et australe
 ☒ Afrique de l'Est
- ☐ Europe et Asie centrale
 ☐ Global
 ☐ Amérique Latine et Caraïbes
- ☐ Moyen-Orient et Afrique du Nord
 ☐ Afrique de l'Ouest

Pays de mise en œuvre du projet *

- ☐ Ethiopia
 ☐ Kenya
 ☒ Madagascar
- ☐ Mozambique
 ☐ Somalia
 ☐ South Sudan
- ☐ Sudan
 ☐ Other, Specify

Autre, veuillez préciser *

Titre du projet *

- ☐ 00126085: OBS-MADA: Observatoire des jeunes citoyens engagés pour une gouvernance plus inclusive efficace et apaisée.
- ☐ 00133882: Jeunes femmes et hommes acteurs du changement social engagés dans la prévention des conflits et la consolidation de la paix à Madagascar
- ☐ 00140130: Projet Secrétariat : Appui à la Coordination des Projets du Fonds pour la Consolidation de la Paix (PBF) à MADAGASCAR
- ☐ 00140503: Promotion de la participation civique et politique des jeunes et femmes pour le renforcement du système démocratique et la consolidation de la paix à Madagascar
- ☒ 00140519: Rapprochement de la justice traditionnelle et formelle pour une meilleure cohésion sociale
- ☐ 00140561: Renforcement d'une paix inclusive et durable dans le massif d'Andriry
- ☐ 00140590: Appui à la protection des jeunes défenseuses et défenseurs des droits humains engagés dans l'espace civique pour une paix sociale inclusive et durable
- ☐ 00140929: Valorisation des Initiatives des femmes et des jeunes filles et soutien aux Actions visant la réduction de leurs Vulnérabilité aux Impacts du Changement Climatique (VIAY-CC)
- ☐ 00141091: Changement climatique paix et sécurité : Renforcer la résilience des personnes vulnérables contre les conflits et la violence liés au changement climatique
- ☐ Autre, Précisez

Ecrivez le numéro MPTFO à 8 chiffres et le titre du projet exactement comme il apparaît dans le document de projet. *

EXEMPLE: 00129359: Appui à la mise en place d'un Observatoire de la Promotion de l'Égalité et de l'Équité de genre au Tchad

Veuillez sélectionner la (les) région(s) géographique(s) dans laquelle (lesquelles) le projet est mis en œuvre. *

Si le projet que vous recherchez n'apparaît pas dans la question suivante, veuillez vous assurer que vous avez sélectionné les bonnes régions. Un nombre limité de projets transfrontaliers couvre plusieurs régions géographiques. Par exemple, un projet transfrontalier entre le Niger et le Tchad couvre à la fois l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale et australe

- | | | |
|--|---|--|
| <input type="checkbox"/> Asie et le Pacifique | <input type="checkbox"/> Afrique centrale et australe | <input type="checkbox"/> Afrique de l'Est |
| <input type="checkbox"/> Europe et Asie centrale | <input type="checkbox"/> Global | <input type="checkbox"/> Amérique Latine et Caraïbes |
| <input type="checkbox"/> Moyen-Orient et Afrique du Nord | <input type="checkbox"/> Afrique de l'Ouest | |

Veuillez sélectionner le titre du projet pour lequel vous soumettez le rapport *

Ecrivez les numéros MPTFO à 8 chiffres et le titre du projet exactement comme il apparaît dans le document de projet. *

EXEMPLE: 00113700/1: Jeunes et paix: "Une approche transfrontalière entre le Mali et le Burkina-Faso"

Veuillez sélectionner les pays où ce projet est mis en œuvre *

Autre, veuillez préciser *

Date de début du projet (Date du premier décaissement) *

2023-12-19

Date de fin du projet *

2026-12-13

Ce projet a-t-il bénéficié d'une prolongation ? *

- ☐ OUI, extension avec coût
☐ OUI, extension sans coût
☐ OUI, extensions avec et sans coût
☒ NON, pas d'extensions

Ce projet demandera-t-il une prolongation ? *

- ☐ OUI, extension avec coût
☐ OUI, extension sans coût
☐ OUI, extensions avec et sans coût
☒ NON, pas d'extensions

Ce projet soumettra-t-il une demande de transfert de fonds (FTR) au cours des six prochains mois ? *

- ☐ Oui
☒ Non

Dans l'affirmative, vers quel mois prévoyez-vous présenter la demande ? *

- | | | |
|-------------------------------|--------------------------------|---------------------------------|
| <input type="radio"/> January | <input type="radio"/> February | <input type="radio"/> March |
| <input type="radio"/> April | <input type="radio"/> May | <input type="radio"/> June |
| <input type="radio"/> July | <input type="radio"/> August | <input type="radio"/> September |
| <input type="radio"/> October | <input type="radio"/> November | <input type="radio"/> December |

La date de fin du projet actuel est-elle dans 6 mois ? *

- ☐ Oui
- ☒ Non

Les fonds sont-ils versés soit dans un fonds fiduciaire national ou régional ? *

- ☐ Oui
- ☒ Non

Si oui, veuillez sélectionner lequel *

- ☐ Fonds Fiduciaire National
- ☐ Fonds Fiduciaire Régional

Réципиентаire

L'agence coordinatrice est-elle une agence de l'ONU ou une entité non onusienne ? *

- ☒ Entité de l'ONU
- ☐ Entité non ONU

Veuillez sélectionner l'agence coordinatrice *

- ☒ UNDP: United Nations Development Programme ☐ IOM: International Organization for Migration
- ☐ UNICEF: United Nations Children's Fund
- ☐ OHCHR: Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights
- ☐ UNWOMEN: United Nations Entity for Gender Equality and the Empowerment of Women
- ☐ UNHCR: United Nations High Commissioner for Refugees ☐ UNFPA: United Nations Population Fund
- ☐ FAO: Food and Agriculture Organization ☐ WFP: World Food Programme
- ☐ UNHABITAT: United Nations Human Settlements Programme
- ☐ UNESCO: United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization
- ☐ UNEP: United Nations Environment Programme ☐ ILO: International Labour Organization
- ☐ WHO: World Health Organization ☐ PAHO/WHO
- ☐ UNCDF: United Nations Capital Development Fund ☐ UNODC: United Nations Office on Drugs and Crime
- ☐ UNOPS: United Nations Office for Project Services
- ☐ UNIDO: United Nations Industrial Development Organization ☐ ITC: International Trade Centre
- ☐ UNDPO ☐ Other, Specify

Autre, veuillez préciser *

Y a-t-il d'autres réципиентаires pour ce projet ? *

- ☐ Aucun autre réципиентаires
- ☐ Oui, Autres réципиентаires de l'ONU uniquement
- ☐ Oui, Autres réципиентаires non l'ONU uniquement
- ☒ Oui, Autres réципиентаires de l'ONU et non-ONU

Veuillez sélectionner d'autres récipiendaires des Nations Unies *

Vous pouvez sélectionner plusieurs

- ☐ UNDP: United Nations Development Programme ☐ IOM: International Organization for Migration
- ☐ UNICEF: United Nations Children's Fund
- ☒ OHCHR: Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights
- ☐ UNWOMEN: United Nations Entity for Gender Equality and the Empowerment of Women
- ☐ UNHCR: United Nations High Commissioner for Refugees ☐ UNFPA: United Nations Population Fund
- ☐ FAO: Food and Agriculture Organization ☐ WFP: World Food Programme
- ☐ UNHABITAT: United Nations Human Settlements Programme
- ☐ UNESCO: United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization
- ☐ UNEP: United Nations Environment Programme ☐ ILO: International Labour Organization
- ☐ WHO: World Health Organization ☐ PAHO/WHO
- ☐ UNCDF: United Nations Capital Development Fund ☐ UNODC: United Nations Office on Drugs and Crime
- ☐ UNOPS: United Nations Office for Project Services
- ☐ UNIDO: United Nations Industrial Development Organization ☐ ITC: International Trade Centre
- ☐ UN Department of Peace Operations ☐ Other, Specify

Autre, veuillez préciser *

Veillez sélectionner d'autres récipiendaires non-ONU *

- | | | |
|--|--|---|
| <input type="checkbox"/> ACTED | <input type="checkbox"/> Action Aid UK | <input type="checkbox"/> AAITG (ActionAid the Gambia) |
| <input type="checkbox"/> AEDE | <input type="checkbox"/> African Centre for the Constructive Resolution of Disputes (ACCORD) | |
| <input type="checkbox"/> Agence de Coopération et de Recherche pour le Développement (ACORD) | | |
| <input type="checkbox"/> American Friends Service Committee (AFSC) | <input type="checkbox"/> Avocats Sans Frontières | |
| <input type="checkbox"/> Avocats Sans Frontières Belgium | <input type="checkbox"/> Avocats sans frontières Canada | <input type="checkbox"/> Ayuda en Accion |
| <input type="checkbox"/> BIRN - Balkan Investigative Reporting Network | <input type="checkbox"/> BIOM -Youth Ecological Movemen | |
| <input type="checkbox"/> CARE International UK | <input type="checkbox"/> Centre d'étude et de coopération internationale (CECI) - BF | |
| <input type="checkbox"/> Christian Aid Ireland | <input type="checkbox"/> COIPRODEN | <input type="checkbox"/> Concern Worldwide |
| <input type="checkbox"/> Conexion Guatemala | <input type="checkbox"/> COOPI - Cooperazione Internazionale | <input type="checkbox"/> CORD Burundi |
| <input type="checkbox"/> CORDAID | <input type="checkbox"/> Corporacion Sisma Mujer | <input type="checkbox"/> CRS - Catholic Relief Services |
| <input type="checkbox"/> DanChurchAid | <input type="checkbox"/> Danish Refugee Council | <input type="checkbox"/> EQUITAS |
| <input type="checkbox"/> Fund for Congolese Women | <input type="checkbox"/> Fundacion Estudios Superior (FESU) | <input type="checkbox"/> Fundación Mi Sangre (FMS) |
| <input type="checkbox"/> Fundación Nacional para el Desarrollo de Honduras (FUNADEH) | <input type="checkbox"/> Fundación para la Libertad de Prensa (FLIP) | |
| <input type="checkbox"/> Geneva Centre for Security Sector Governance (DCAF) | <input type="checkbox"/> HELVETAS Swiss Intercooperation | |
| <input type="checkbox"/> Humanity & Inclusion (HI) | <input type="checkbox"/> ICTJ (International Center for Transitional Justice) | |
| <input type="checkbox"/> Instituto Holandes para Democracia Multipartidaria (NIMD) | <input type="checkbox"/> Integrity Watch | |
| <input type="checkbox"/> International Alert | <input type="checkbox"/> International Rescue Committee | <input type="checkbox"/> Interpeace |
| <input type="checkbox"/> Kvinna till Kvinna Foundation | <input type="checkbox"/> Life and Peace Institute (LPI) | |
| <input type="checkbox"/> MDG-EISA - Institut Electoral pour une Démocratie Durable en Afrique (EISA), bureau de Madagascar | | |
| <input type="checkbox"/> Mercy Corps | <input type="checkbox"/> MLAL - ProgettoMondo | <input checked="" type="checkbox"/> MSIS-TATAO |
| <input type="checkbox"/> NIMD (Netherlands Institute for Multiparty Democracy) | <input type="checkbox"/> Nonviolent Peaceforce | |
| <input type="checkbox"/> Norwegian Refugee Council (NRC) | <input type="checkbox"/> Nile Sustainable Development Organization - NSDO | |
| <input type="checkbox"/> OCNH-Organisation des Citoyens pour une Nouvelle Haïti | <input type="checkbox"/> OIKOS | |
| <input type="checkbox"/> ONG Adkoul - ONG Adkoul | <input type="checkbox"/> ONG AZHAR | <input type="checkbox"/> OXFAM |
| <input type="checkbox"/> Peace Direct | <input type="checkbox"/> Plan International | <input type="checkbox"/> PNG UN Country Fund |
| <input type="checkbox"/> Red de Instituciones por los Derechos de la Niñez | <input type="checkbox"/> ROI - Roza Otunbayeva Initiati | |
| <input type="checkbox"/> Saferworld | <input type="checkbox"/> Sampan'Asa Momba ny Fampandrosoana (SAF/FJKM) | |
| <input type="checkbox"/> Save the Children | <input type="checkbox"/> Search for Common Ground (SFCG) | |
| <input type="checkbox"/> SIHA (Strategic Initiative for Women in the Horn of Africa) | <input type="checkbox"/> SismaMujer | |
| <input type="checkbox"/> SOS Sahel Sudan | <input type="checkbox"/> Stichting Impunity Watch | <input type="checkbox"/> Tearfund |
| <input type="checkbox"/> The Carter Center, Inc. | <input type="checkbox"/> Trocaire | <input type="checkbox"/> War Child |
| <input type="checkbox"/> War Childhood Museum (WCM) | <input type="checkbox"/> World Vision International | <input type="checkbox"/> World Vision Myanmar |
| <input type="checkbox"/> ZOA | <input type="checkbox"/> blank_placeholder | <input type="checkbox"/> Other, Please specify |

Autre, veuillez préciser *

Partenaires de mise en oeuvre

À combien de partenaires de mise en oeuvre le projet a-t-il transféré de l'argent depuis **le début du projet** ?

18

À combien de partenaires de mise en oeuvre est-ce que le projet a transféré de l'argent **durant l'année civile en cours** (pour les rapports de juin: janvier a-juin ; pour les rapports de novembre: janvier a-décembre (prévu) ; pour les rapports finaux: durée totale du projet) ?

16

Merci d'énumérer chacun des partenaires de mise en œuvre et les montants transférés (en dollar USD) à chaque partenaire, tant depuis le début du projet, que plus particulièrement durant de l'année civile en cours ?

Veuillez sélectionner le type d'organisation *

- ☐ Associations Nationales de Jeunes
- ☐ Associations Nationales de Femmes
- ☒ Autres Associations Nationales de la société civile
- ☐ Associations sous-nationales de jeunes
- ☐ Associations sous-nationales de femmes
- ☐ Autres Associations Sous-Nationales de la société civile
- ☐ Organisations régionales de la société civile
- ☐ Organisations Régionales
- ☐ ONGs Internationales
- ☐ Entité gouvernementale
- ☐ OSC nationale des femmes et des jeunes
- ☐ OSC infranationale des femmes et des jeunes
- ☐ Autre

Autre, veuillez préciser

Quel est le nom du partenaire de mise en oeuvre? *

ONG Code Menabe

Quel montant total est prévu (en USD) d'être versé à ce partenaire de mise en œuvre, **pour la durée totale du projet** ? *

Veuillez utiliser un point (.) comme séparateur décimal, au lieu d'une virgule (,).

64765,4

Quel est le montant total (en USD) versé au partenaire chargé de la mise en œuvre **depuis le début du projet** ? *

Veuillez utiliser un point (.) comme séparateur décimal, au lieu d'une virgule (,).

58288,9

Quel est le montant total (en USD) versé au partenaire chargé de la mise en œuvre **durant l'année civile en cours**? *

Veuillez utiliser un point (.) comme séparateur décimal, au lieu d'une virgule (,).

58288,9

Décrivez brièvement les activités principales menés par le partenaire durant l'année civile en cours *

Veuillez limiter votre réponse à 1500 caractères

- Mettre en place un mécanisme de collaboration opérationnelle entre les parties prenantes (TPI, autorités administratives, districts, communes et les communautés) dans le processus d'élaboration, d'homologation et d'application du Dina dans le respect de la législation en vigueur dans la région de Menabe
- Assurer l'effectivité et la sécurisation juridique de l'exécution des décisions régulièrement prises par les comités exécutifs des Dina conformément à la législation en vigueur et aux normes et standards internationaux des droits humains, dans la région de Menabe

Merci d'énumérer chacun des partenaires de mise en œuvre et les montants transférés (en dollar USD) à chaque partenaire, tant depuis le début du projet, que plus particulièrement durant de l'année civile en cours ?

Veillez sélectionner le type d'organisation *

- ☐ Associations Nationales de Jeunes
- ☐ Associations Nationales de Femmes
- ☐ Autres Associations Nationales de la société civile
- ☐ Associations sous-nationales de jeunes
- ☐ Associations sous-nationales de femmes
- ☒ Autres Associations Sous-Nationales de la société civile
- ☐ Organisations régionales de la société civile
- ☐ Organisations Régionales
- ☐ ONGs Internationales
- ☐ Entité gouvernementale
- ☐ OSC nationale des femmes et des jeunes
- ☐ OSC infranationale des femmes et des jeunes
- ☐ Autre

Autre, veuillez préciser

Quel est le nom du partenaire de mise en oeuvre? *

Association Magnasoa

Quel montant total est prévu (en USD) d'être versé à ce partenaire de mise en œuvre, **pour la durée totale du projet ?** *

Veillez utiliser un point (.) comme séparateur décimal, au lieu d'une virgule (,).

119443,23

Quel est le montant total (en USD) versé au partenaire chargé de la mise en œuvre **depuis le début du projet ?** *

Veillez utiliser un point (.) comme séparateur décimal, au lieu d'une virgule (,).

107498,91

Quel est le montant total (en USD) versé au partenaire chargé de la mise en œuvre **durant l'année civile en cours?**

Veuillez utiliser un point (.) comme séparateur décimal, au lieu d'une virgule (,).

107498,91

Décrivez brièvement les activités principales menés par le partenaire durant l'année civile en cours

Veuillez limiter votre réponse à 1500 caractères

-Mettre en place un mécanisme de collaboration opérationnelle entre les parties prenantes (TPI, autorités administratives, districts, communes et les communautés) dans le processus d'élaboration, d'homologation et d'application du Dina dans le respect de la législation en vigueur dans les régions Androy et Anôsy
-Assurer l'effectivité et la sécurisation juridique de l'exécution des décisions régulièrement prises par les comités exécutifs des Dina conformément à la législation en vigueur et aux normes et standards internationaux des droits humains, dans les régions Androy et Anôsy

Merci d'énumérer chacun des partenaires de mise en œuvre et les montants transférés (en dollar USD) à chaque partenaire, tant depuis le début du projet, que plus particulièrement durant de l'année civile en cours ?

Veuillez sélectionner le type d'organisation

- ☐ Associations Nationales de Jeunes
- ☐ Associations Nationales de Femmes
- ☐ Autres Associations Nationales de la société civile
- ☐ Associations sous-nationales de jeunes
- ☐ Associations sous-nationales de femmes
- ☒ Autres Associations Sous-Nationales de la société civile
- ☐ Organisations régionales de la société civile
- ☐ Organisations Régionales
- ☐ ONGs Internationales
- ☐ Entité gouvernementale
- ☐ OSC nationale des femmes et des jeunes
- ☐ OSC infranationale des femmes et des jeunes
- ☐ Autre

Autre, veuillez préciser

Quel est le nom du partenaire de mise en oeuvre?

ONG Magnavotra

Quel montant total est prévu (en USD) d'être versé à ce partenaire de mise en œuvre, **pour la durée totale du projet ?**

Veuillez utiliser un point (.) comme séparateur décimal, au lieu d'une virgule (,).

61189,88

Quel est le montant total (en USD) versé au partenaire chargé de la mise en œuvre **depuis le début du projet** ? *

Veuillez utiliser un point (.) comme séparateur décimal, au lieu d'une virgule (,).

55070,9

Quel est le montant total (en USD) versé au partenaire chargé de la mise en œuvre **durant l'année civile en cours** ? *

Veuillez utiliser un point (.) comme séparateur décimal, au lieu d'une virgule (,).

55070,9

Décrivez brièvement les activités principales menées par le partenaire durant l'année civile en cours *

Veuillez limiter votre réponse à 1500 caractères

-Mettre en place un mécanisme de collaboration opérationnelle entre les parties prenantes (TPI, autorités administratives, districts, communes et les communautés) dans le processus d'élaboration, d'homologation et d'application du Dina dans le respect de la législation en vigueur dans la région Sofia

-Assurer l'effectivité et la sécurisation juridique de l'exécution des décisions régulièrement prises par les comités exécutifs des Dina conformément à la législation en vigueur et aux normes et standards internationaux des droits humains, dans la région Sofia

Merci d'énumérer chacun des partenaires de mise en œuvre et les montants transférés (en dollar USD) à chaque partenaire, tant depuis le début du projet, que plus particulièrement durant de l'année civile en cours ?

Veuillez sélectionner le type d'organisation *

- ☐ Associations Nationales de Jeunes
- ☐ Associations Nationales de Femmes
- ☐ Autres Associations Nationales de la société civile
- ☐ Associations sous-nationales de jeunes
- ☐ Associations sous-nationales de femmes
- ☒ Autres Associations Sous-Nationales de la société civile
- ☐ Organisations régionales de la société civile
- ☐ Organisations Régionales
- ☐ ONGs Internationales
- ☐ Entité gouvernementale
- ☐ OSC nationale des femmes et des jeunes
- ☐ OSC infranationale des femmes et des jeunes
- ☐ Autre

Autre, veuillez préciser

Quel est le nom du partenaire de mise en oeuvre ? *

ACDEM

Quel montant total est prévu (en USD) d'être versé à ce partenaire de mise en œuvre, **pour la durée totale du projet** ? *

Veuillez utiliser un point (.) comme séparateur décimal, au lieu d'une virgule (,).

119907,03

Quel est le montant total (en USD) versé au partenaire chargé de la mise en œuvre **depuis le début du projet ?** *

Veuillez utiliser un point (.) comme séparateur décimal, au lieu d'une virgule (,).

107916,33

Quel est le montant total (en USD) versé au partenaire chargé de la mise en œuvre **durant l'année civile en cours?** *

Veuillez utiliser un point (.) comme séparateur décimal, au lieu d'une virgule (,).

107916,33

Décrivez brièvement les activités principales menées par le partenaire durant l'année civile en cours *

Veuillez limiter votre réponse à 1500 caractères

Renforcer la coopération entre justice formelle et informelle pour une gestion cohérente et efficace des conflits aboutissant à la sécurité juridique ; Améliorer la légitimité du système de justice informelle (Dina) en le rendant plus inclusif, transparent, accessible et conforme à la légalité ; Faciliter l'accès à la justice équitable et inclusive pour tous, en assurant un traitement juste de leurs droits dans les systèmes judiciaires dans les régions Atsimo Atsinanana et Haute Matsiatra

5

Merci d'énumérer chacun des partenaires de mise en œuvre et les montants transférés (en dollar USD) à chaque partenaire, tant depuis le début du projet, que plus particulièrement durant de l'année civile en cours ?

Veuillez sélectionner le type d'organisation *

- ☐ Associations Nationales de Jeunes
- ☐ Associations Nationales de Femmes
- ☐ Autres Associations Nationales de la société civile
- ☐ Associations sous-nationales de jeunes
- ☐ Associations sous-nationales de femmes
- ☒ Autres Associations Sous-Nationales de la société civile
- ☐ Organisations régionales de la société civile
- ☐ Organisations Régionales
- ☐ ONGs Internationales
- ☐ Entité gouvernementale
- ☐ OSC nationale des femmes et des jeunes
- ☐ OSC infranationale des femmes et des jeunes
- ☐ Autre

Autre, veuillez préciser

Quel est le nom du partenaire de mise en oeuvre? *

Association Sedera

Quel montant total est prévu (en USD) d'être versé à ce partenaire de mise en œuvre, **pour la durée totale du projet ?** *

Veuillez utiliser un point (.) comme séparateur décimal, au lieu d'une virgule (,).

122380,05

Quel est le montant total (en USD) versé au partenaire chargé de la mise en œuvre **depuis le début du projet ?** *

Veuillez utiliser un point (.) comme séparateur décimal, au lieu d'une virgule (,).

110142,05

Quel est le montant total (en USD) versé au partenaire chargé de la mise en œuvre **durant l'année civile en cours?** *

Veuillez utiliser un point (.) comme séparateur décimal, au lieu d'une virgule (,).

110142,05

Décrivez brièvement les activités principales menées par le partenaire durant l'année civile en cours *

Veuillez limiter votre réponse à 1500 caractères

-Mettre en place un mécanisme de collaboration opérationnelle entre les parties prenantes (TPI, autorités administratives, districts, communes et les communautés) dans le processus d'élaboration, d'homologation et d'application du Dina dans le respect de la législation en vigueur dans les régions Ihorombe et Atsimo Andrefana
-Assurer l'effectivité et la sécurisation juridique de l'exécution des décisions régulièrement prises par les comités exécutifs des Dina conformément à la législation en vigueur et aux normes et standards internationaux des droits humains, dans les régions Ihorombe et Atsimo Andrefana

6

Merci d'énumérer chacun des partenaires de mise en œuvre et les montants transférés (en dollar USD) à chaque partenaire, tant depuis le début du projet, que plus particulièrement durant de l'année civile en cours ?

Veuillez sélectionner le type d'organisation *

- ☐ Associations Nationales de Jeunes
- ☐ Associations Nationales de Femmes
- ☐ Autres Associations Nationales de la société civile
- ☐ Associations sous-nationales de jeunes
- ☐ Associations sous-nationales de femmes
- ☒ Autres Associations Sous-Nationales de la société civile
- ☐ Organisations régionales de la société civile
- ☐ Organisations Régionales
- ☐ ONGs Internationales
- ☐ Entité gouvernementale
- ☐ OSC nationale des femmes et des jeunes
- ☐ OSC infranationale des femmes et des jeunes
- ☐ Autre

Autre, veuillez préciser

Quel est le nom du partenaire de mise en oeuvre? *

ONG Ivory

Quel montant total est prévu (en USD) d'être versé à ce partenaire de mise en œuvre, **pour la durée totale du projet** ? *

Veuillez utiliser un point (.) comme séparateur décimal, au lieu d'une virgule (,).

33298,69

Quel est le montant total (en USD) versé au partenaire chargé de la mise en œuvre **depuis le début du projet** ? *

Veuillez utiliser un point (.) comme séparateur décimal, au lieu d'une virgule (,).

16803,31

Quel est le montant total (en USD) versé au partenaire chargé de la mise en œuvre **durant l'année civile en cours** ? *

Veuillez utiliser un point (.) comme séparateur décimal, au lieu d'une virgule (,).

3483,83

Décrivez brièvement les activités principales menées par le partenaire durant l'année civile en cours *

Veuillez limiter votre réponse à 1500 caractères

Assurer l'accompagnement et le suivi de la mise en œuvre par les réseaux des jeunes des mécanismes de contrôle citoyen des Dina et de la justice formelle

Merci d'énumérer chacun des partenaires de mise en œuvre et les montants transférés (en dollar USD) à chaque partenaire, tant depuis le début du projet, que plus particulièrement durant de l'année civile en cours ?

Veuillez sélectionner le type d'organisation *

- ☐ Associations Nationales de Jeunes
- ☐ Associations Nationales de Femmes
- ☐ Autres Associations Nationales de la société civile
- ☐ Associations sous-nationales de jeunes
- ☐ Associations sous-nationales de femmes
- ☒ Autres Associations Sous-Nationales de la société civile
- ☐ Organisations régionales de la société civile
- ☐ Organisations Régionales
- ☐ ONGs Internationales
- ☐ Entité gouvernementale
- ☐ OSC nationale des femmes et des jeunes
- ☐ OSC infranationale des femmes et des jeunes
- ☐ Autre

Autre, veuillez préciser

Quel est le nom du partenaire de mise en oeuvre? *

ONG SIOKA

Quel montant total est prévu (en USD) d'être versé à ce partenaire de mise en œuvre, **pour la durée totale du projet** ? *

Veuillez utiliser un point (.) comme séparateur décimal, au lieu d'une virgule (,).

13821,03

Quel est le montant total (en USD) versé au partenaire chargé de la mise en œuvre **depuis le début du projet** ? *

Veuillez utiliser un point (.) comme séparateur décimal, au lieu d'une virgule (,).

7892,41

Quel est le montant total (en USD) versé au partenaire chargé de la mise en œuvre **durant l'année civile en cours** ? *

Veuillez utiliser un point (.) comme séparateur décimal, au lieu d'une virgule (,).

2364

Décrivez brièvement les activités principales menées par le partenaire durant l'année civile en cours *

Veuillez limiter votre réponse à 1500 caractères

Assurer l'accompagnement et le suivi des OSC locales partenaires dans la mise en œuvre des Plans de Communication et d'Éducation Citoyenne dans le cadre du CCAP.

8

Merci d'énumérer chacun des partenaires de mise en œuvre et les montants transférés (en dollar USD) à chaque partenaire, tant depuis le début du projet, que plus particulièrement durant de l'année civile en cours ?

Veuillez sélectionner le type d'organisation *

- ☐ Associations Nationales de Jeunes
- ☐ Associations Nationales de Femmes
- ☐ Autres Associations Nationales de la société civile
- ☐ Associations sous-nationales de jeunes
- ☐ Associations sous-nationales de femmes
- ☒ Autres Associations Sous-Nationales de la société civile
- ☐ Organisations régionales de la société civile
- ☐ Organisations Régionales
- ☐ ONGs Internationales
- ☐ Entité gouvernementale
- ☐ OSC nationale des femmes et des jeunes
- ☐ OSC infranationale des femmes et des jeunes
- ☐ Autre

Autre, veuillez préciser

Quel est le nom du partenaire de mise en oeuvre? *

TATAO M2

Quel montant total est prévu (en USD) d'être versé à ce partenaire de mise en œuvre, **pour la durée totale du projet ?**

Veuillez utiliser un point (.) comme séparateur décimal, au lieu d'une virgule (,).

6163,02

Quel est le montant total (en USD) versé au partenaire chargé de la mise en œuvre **depuis le début du projet ?**

Veuillez utiliser un point (.) comme séparateur décimal, au lieu d'une virgule (,).

3357,32

Quel est le montant total (en USD) versé au partenaire chargé de la mise en œuvre **durant l'année civile en cours?**

Veuillez utiliser un point (.) comme séparateur décimal, au lieu d'une virgule (,).

1092,11

Décrivez brièvement les activités principales menés par le partenaire durant l'année civile en cours

Veuillez limiter votre réponse à 1500 caractères

Mise en œuvre des mécanismes de contrôle citoyen auprès des DINA (Contrôle Citoyen des Actions Publiques - CCAP) et de la Justice formelle par les Réseaux des jeunes.

Mise en œuvre du Plan de Communication et d'Education Citoyenne (PCEC) relatif au CCAP

Merci d'énumérer chacun des partenaires de mise en œuvre et les montants transférés (en dollar USD) à chaque partenaire, tant depuis le début du projet, que plus particulièrement durant de l'année civile en cours ?

Veuillez sélectionner le type d'organisation

- ☐ Associations Nationales de Jeunes
- ☐ Associations Nationales de Femmes
- ☐ Autres Associations Nationales de la société civile
- ☐ Associations sous-nationales de jeunes
- ☐ Associations sous-nationales de femmes
- ☒ Autres Associations Sous-Nationales de la société civile
- ☐ Organisations régionales de la société civile
- ☐ Organisations Régionales
- ☐ ONGs Internationales
- ☐ Entité gouvernementale
- ☐ OSC nationale des femmes et des jeunes
- ☐ OSC infranationale des femmes et des jeunes
- ☐ Autre

Autre, veuillez préciser

Quel est le nom du partenaire de mise en oeuvre?

Association MAMELONA /ANOSY

Quel montant total est prévu (en USD) d'être versé à ce partenaire de mise en œuvre, **pour la durée totale du projet** ? *

Veuillez utiliser un point (.) comme séparateur décimal, au lieu d'une virgule (,).

4336,94

Quel est le montant total (en USD) versé au partenaire chargé de la mise en œuvre **depuis le début du projet** ? *

Veuillez utiliser un point (.) comme séparateur décimal, au lieu d'une virgule (,).

3636

Quel est le montant total (en USD) versé au partenaire chargé de la mise en œuvre **durant l'année civile en cours** ? *

Veuillez utiliser un point (.) comme séparateur décimal, au lieu d'une virgule (,).

3636

Décrivez brièvement les activités principales menées par le partenaire durant l'année civile en cours *

Veuillez limiter votre réponse à 1500 caractères

Mise en œuvre des mécanismes de contrôle citoyen auprès des DINA (Contrôle Citoyen des Actions Publiques - CCAP) et de la Justice formelle par les Réseaux des jeunes.

10

Merci d'énumérer chacun des partenaires de mise en œuvre et les montants transférés (en dollar USD) à chaque partenaire, tant depuis le début du projet, que plus particulièrement durant de l'année civile en cours ?

Veuillez sélectionner le type d'organisation *

- ☐ Associations Nationales de Jeunes
- ☐ Associations Nationales de Femmes
- ☐ Autres Associations Nationales de la société civile
- ☐ Associations sous-nationales de jeunes
- ☐ Associations sous-nationales de femmes
- ☒ Autres Associations Sous-Nationales de la société civile
- ☐ Organisations régionales de la société civile
- ☐ Organisations Régionales
- ☐ ONGs Internationales
- ☐ Entité gouvernementale
- ☐ OSC nationale des femmes et des jeunes
- ☐ OSC infranationale des femmes et des jeunes
- ☐ Autre

Autre, veuillez préciser

Quel est le nom du partenaire de mise en oeuvre ? *

AJADPS / ANOSY

Quel montant total est prévu (en USD) d'être versé à ce partenaire de mise en œuvre, **pour la durée totale du projet ?** *

Veuillez utiliser un point (.) comme séparateur décimal, au lieu d'une virgule (,).

2965,54

Quel est le montant total (en USD) versé au partenaire chargé de la mise en œuvre **depuis le début du projet ?** *

Veuillez utiliser un point (.) comme séparateur décimal, au lieu d'une virgule (,).

2670,13

Quel est le montant total (en USD) versé au partenaire chargé de la mise en œuvre **durant l'année civile en cours?** *

Veuillez utiliser un point (.) comme séparateur décimal, au lieu d'une virgule (,).

1479,76

Décrivez brièvement les activités principales menés par le partenaire durant l'année civile en cours *

Veuillez limiter votre réponse à 1500 caractères

Mise en œuvre du Plan de Communication et d'Éducation Citoyenne (PCEC) relatif au CCAP

Merci d'énumérer chacun des partenaires de mise en œuvre et les montants transférés (en dollar USD) à chaque partenaire, tant depuis le début du projet, que plus particulièrement durant de l'année civile en cours ?

Veuillez sélectionner le type d'organisation *

- ☐ Associations Nationales de Jeunes
- ☐ Associations Nationales de Femmes
- ☐ Autres Associations Nationales de la société civile
- ☐ Associations sous-nationales de jeunes
- ☐ Associations sous-nationales de femmes
- ☒ Autres Associations Sous-Nationales de la société civile
- ☐ Organisations régionales de la société civile
- ☐ Organisations Régionales
- ☐ ONGs Internationales
- ☐ Entité gouvernementale
- ☐ OSC nationale des femmes et des jeunes
- ☐ OSC infranationale des femmes et des jeunes
- ☐ Autre

Autre, veuillez préciser

Quel est le nom du partenaire de mise en oeuvre? *

OBS MADA Atsimo Andrefana

Quel montant total est prévu (en USD) d'être versé à ce partenaire de mise en œuvre, **pour la durée totale du projet ?** *

Veuillez utiliser un point (.) comme séparateur décimal, au lieu d'une virgule (,).

6841,12

Quel est le montant total (en USD) versé au partenaire chargé de la mise en œuvre **depuis le début du projet ?** *

Veuillez utiliser un point (.) comme séparateur décimal, au lieu d'une virgule (,).

5397,92

Quel est le montant total (en USD) versé au partenaire chargé de la mise en œuvre **durant l'année civile en cours?** *

Veuillez utiliser un point (.) comme séparateur décimal, au lieu d'une virgule (,).

5397,92

Décrivez brièvement les activités principales menés par le partenaire durant l'année civile en cours *

Veuillez limiter votre réponse à 1500 caractères

Mise en œuvre des mécanismes de contrôle citoyen auprès des DINA (Contrôle Citoyen des Actions Publiques - CCAP) et de la Justice formelle par les Réseaux des jeunes.

Mise en œuvre du Plan de Communication et d'Education Citoyenne (PCEC) relatif au CCAP

12

Merci d'énumérer chacun des partenaires de mise en œuvre et les montants transférés (en dollar USD) à chaque partenaire, tant depuis le début du projet, que plus particulièrement durant de l'année civile en cours ?

Veuillez selectionner le type d'organisation *

- ☐ Associations Nationales de Jeunes
- ☐ Associations Nationales de Femmes
- ☐ Autres Associations Nationales de la société civile
- ☐ Associations sous-nationales de jeunes
- ☐ Associations sous-nationales de femmes
- ☒ Autres Associations Sous-Nationales de la société civile
- ☐ Organisations régionales de la société civile
- ☐ Organisations Régionales
- ☐ ONGs Internationales
- ☐ Entité gouvernementale
- ☐ OSC nationale des femmes et des jeunes
- ☐ OSC infranationale des femmes et des jeunes
- ☐ Autre

Autre, veuillez préciser

Quel est le nom du partenaire de mise en oeuvre? *

OBS MADA Atsimo Atsinanana

Quel montant total est prévu (en USD) d'être versé à ce partenaire de mise en œuvre, **pour la durée totale du projet** ? *

Veuillez utiliser un point (.) comme séparateur décimal, au lieu d'une virgule (,).

4575,75

Quel est le montant total (en USD) versé au partenaire chargé de la mise en œuvre **depuis le début du projet** ? *

Veuillez utiliser un point (.) comme séparateur décimal, au lieu d'une virgule (,).

3797,81

Quel est le montant total (en USD) versé au partenaire chargé de la mise en œuvre **durant l'année civile en cours** ? *

Veuillez utiliser un point (.) comme séparateur décimal, au lieu d'une virgule (,).

2189,64

Décrivez brièvement les activités principales menées par le partenaire durant l'année civile en cours *

Veuillez limiter votre réponse à 1500 caractères

Mise en œuvre des mécanismes de contrôle citoyen auprès des DINA (Contrôle Citoyen des Actions Publiques - CCAP) et de la Justice formelle par les Réseaux des jeunes.

13

Merci d'énumérer chacun des partenaires de mise en œuvre et les montants transférés (en dollar USD) à chaque partenaire, tant depuis le début du projet, que plus particulièrement durant de l'année civile en cours ?

Veuillez sélectionner le type d'organisation *

- ☐ Associations Nationales de Jeunes
- ☐ Associations Nationales de Femmes
- ☐ Autres Associations Nationales de la société civile
- ☐ Associations sous-nationales de jeunes
- ☐ Associations sous-nationales de femmes
- ☒ Autres Associations Sous-Nationales de la société civile
- ☐ Organisations régionales de la société civile
- ☐ Organisations Régionales
- ☐ ONGs Internationales
- ☐ Entité gouvernementale
- ☐ OSC nationale des femmes et des jeunes
- ☐ OSC infranationale des femmes et des jeunes
- ☐ Autre

Autre, veuillez préciser

Quel est le nom du partenaire de mise en oeuvre ? *

AJMAF

Quel montant total est prévu (en USD) d'être versé à ce partenaire de mise en œuvre, **pour la durée totale du projet** ? *

Veuillez utiliser un point (.) comme séparateur décimal, au lieu d'une virgule (,).

2444,2

Quel est le montant total (en USD) versé au partenaire chargé de la mise en œuvre **depuis le début du projet** ? *

Veuillez utiliser un point (.) comme séparateur décimal, au lieu d'une virgule (,).

2129,11

Quel est le montant total (en USD) versé au partenaire chargé de la mise en œuvre **durant l'année civile en cours** ? *

Veuillez utiliser un point (.) comme séparateur décimal, au lieu d'une virgule (,).

1158,43

Décrivez brièvement les activités principales menées par le partenaire durant l'année civile en cours *

Veuillez limiter votre réponse à 1500 caractères

Mise en œuvre du Plan de Communication et d'Éducation Citoyenne (PCEC) relatif au CCAP

Merci d'énumérer chacun des partenaires de mise en œuvre et les montants transférés (en dollar USD) à chaque partenaire, tant depuis le début du projet, que plus particulièrement durant de l'année civile en cours ?

Veuillez sélectionner le type d'organisation *

- ☐ Associations Nationales de Jeunes
- ☐ Associations Nationales de Femmes
- ☐ Autres Associations Nationales de la société civile
- ☐ Associations sous-nationales de jeunes
- ☐ Associations sous-nationales de femmes
- ☒ Autres Associations Sous-Nationales de la société civile
- ☐ Organisations régionales de la société civile
- ☐ Organisations Régionales
- ☐ ONGs Internationales
- ☐ Entité gouvernementale
- ☐ OSC nationale des femmes et des jeunes
- ☐ OSC infranationale des femmes et des jeunes
- ☐ Autre

Autre, veuillez préciser

Quel est le nom du partenaire de mise en oeuvre ? *

OBS MADA Menabe

Quel montant total est prévu (en USD) d'être versé à ce partenaire de mise en œuvre, **pour la durée totale du projet ?**

Veuillez utiliser un point (.) comme séparateur décimal, au lieu d'une virgule (,).

6876,8

Quel est le montant total (en USD) versé au partenaire chargé de la mise en œuvre **depuis le début du projet ?**

Veuillez utiliser un point (.) comme séparateur décimal, au lieu d'une virgule (,).

5800,25

Quel est le montant total (en USD) versé au partenaire chargé de la mise en œuvre **durant l'année civile en cours?**

Veuillez utiliser un point (.) comme séparateur décimal, au lieu d'une virgule (,).

3182,43

Décrivez brièvement les activités principales menés par le partenaire durant l'année civile en cours

Veuillez limiter votre réponse à 1500 caractères

Mise en œuvre des mécanismes de contrôle citoyen auprès des DINA (Contrôle Citoyen des Actions Publiques - CCAP) et de la Justice formelle par les Réseaux des jeunes.

Mise en œuvre du Plan de Communication et d'Education Citoyenne (PCEC) relatif au CCAP

Merci d'énumérer chacun des partenaires de mise en œuvre et les montants transférés (en dollar USD) à chaque partenaire, tant depuis le début du projet, que plus particulièrement durant de l'année civile en cours ?

Veuillez sélectionner le type d'organisation

- ☐ Associations Nationales de Jeunes
- ☐ Associations Nationales de Femmes
- ☐ Autres Associations Nationales de la société civile
- ☐ Associations sous-nationales de jeunes
- ☐ Associations sous-nationales de femmes
- ☒ Autres Associations Sous-Nationales de la société civile
- ☐ Organisations régionales de la société civile
- ☐ Organisations Régionales
- ☐ ONGs Internationales
- ☐ Entité gouvernementale
- ☐ OSC nationale des femmes et des jeunes
- ☐ OSC infranationale des femmes et des jeunes
- ☐ Autre

Autre, veuillez préciser

Quel est le nom du partenaire de mise en oeuvre?

OBS MADA Sofia

Quel montant total est prévu (en USD) d'être versé à ce partenaire de mise en œuvre, **pour la durée totale du projet ?**

Veuillez utiliser un point (.) comme séparateur décimal, au lieu d'une virgule (,).

12306,36

Quel est le montant total (en USD) versé au partenaire chargé de la mise en œuvre **depuis le début du projet ?**

Veuillez utiliser un point (.) comme séparateur décimal, au lieu d'une virgule (,).

10132,59

Quel est le montant total (en USD) versé au partenaire chargé de la mise en œuvre **durant l'année civile en cours?**

Veuillez utiliser un point (.) comme séparateur décimal, au lieu d'une virgule (,).

5679,19

Décrivez brièvement les activités principales menés par le partenaire durant l'année civile en cours

Veuillez limiter votre réponse à 1500 caractères

Mise en œuvre des mécanismes de contrôle citoyen auprès des DINA (Contrôle Citoyen des Actions Publiques - CCAP) et de la Justice formelle par les Réseaux des jeunes.

Mise en œuvre du Plan de Communication et d'Education Citoyenne (PCEC) relatif au CCAP

Merci d'énumérer chacun des partenaires de mise en œuvre et les montants transférés (en dollar USD) à chaque partenaire, tant depuis le début du projet, que plus particulièrement durant de l'année civile en cours ?

Veuillez selectionner le type d'organisation

- ☐ Associations Nationales de Jeunes
- ☐ Associations Nationales de Femmes
- ☒ Autres Associations Nationales de la société civile
- ☐ Associations sous-nationales de jeunes
- ☐ Associations sous-nationales de femmes
- ☐ Autres Associations Sous-Nationales de la société civile
- ☐ Organisations régionales de la société civile
- ☐ Organisations Régionales
- ☐ ONGs Internationales
- ☐ Entité gouvernementale
- ☐ OSC nationale des femmes et des jeunes
- ☐ OSC infranationale des femmes et des jeunes
- ☐ Autre

Autre, veuillez préciser

Quel est le nom du partenaire de mise en oeuvre?

ONDH

Quel montant total est prévu (en USD) d'être versé à ce partenaire de mise en œuvre, **pour la durée totale du projet** ? *

Veuillez utiliser un point (.) comme séparateur décimal, au lieu d'une virgule (,).

210000

Quel est le montant total (en USD) versé au partenaire chargé de la mise en œuvre **depuis le début du projet** ? *

Veuillez utiliser un point (.) comme séparateur décimal, au lieu d'une virgule (,).

84000

Quel est le montant total (en USD) versé au partenaire chargé de la mise en œuvre **durant l'année civile en cours** ? *

Veuillez utiliser un point (.) comme séparateur décimal, au lieu d'une virgule (,).

84000

Décrivez brièvement les activités principales menées par le partenaire durant l'année civile en cours *

Veuillez limiter votre réponse à 1500 caractères

Suivi et rapportage régulier des cas de préoccupations en droits humains sur les thématiques de la justice et du Dina.

17

Merci d'énumérer chacun des partenaires de mise en œuvre et les montants transférés (en dollar USD) à chaque partenaire, tant depuis le début du projet, que plus particulièrement durant de l'année civile en cours ?

Veuillez sélectionner le type d'organisation *

- ☐ Associations Nationales de Jeunes
- ☐ Associations Nationales de Femmes
- ☐ Autres Associations Nationales de la société civile
- ☐ Associations sous-nationales de jeunes
- ☐ Associations sous-nationales de femmes
- ☒ Autres Associations Sous-Nationales de la société civile
- ☐ Organisations régionales de la société civile
- ☐ Organisations Régionales
- ☐ ONGs Internationales
- ☐ Entité gouvernementale
- ☐ OSC nationale des femmes et des jeunes
- ☐ OSC infranationale des femmes et des jeunes
- ☐ Autre

Autre, veuillez préciser

Quel est le nom du partenaire de mise en oeuvre? *

ASSOCIATION AMA / ANOSY

Quel montant total est prévu (en USD) d'être versé à ce partenaire de mise en œuvre, **pour la durée totale du projet** ? *

Veuillez utiliser un point (.) comme séparateur décimal, au lieu d'une virgule (,).

4939,17

Quel est le montant total (en USD) versé au partenaire chargé de la mise en œuvre **depuis le début du projet** ? *

Veuillez utiliser un point (.) comme séparateur décimal, au lieu d'une virgule (,).

1826,33

Quel est le montant total (en USD) versé au partenaire chargé de la mise en œuvre **durant l'année civile en cours** ? *

Veuillez utiliser un point (.) comme séparateur décimal, au lieu d'une virgule (,).

0

Décrivez brièvement les activités principales menées par le partenaire durant l'année civile en cours *

Veuillez limiter votre réponse à 1500 caractères

Mise en œuvre des mécanismes de contrôle citoyen auprès des DINA (Contrôle Citoyen des Actions Publiques)

Merci d'énumérer chacun des partenaires de mise en œuvre et les montants transférés (en dollar USD) à chaque partenaire, tant depuis le début du projet, que plus particulièrement durant de l'année civile en cours ?

Veuillez sélectionner le type d'organisation *

- ☐ Associations Nationales de Jeunes
- ☐ Associations Nationales de Femmes
- ☐ Autres Associations Nationales de la société civile
- ☐ Associations sous-nationales de jeunes
- ☐ Associations sous-nationales de femmes
- ☒ Autres Associations Sous-Nationales de la société civile
- ☐ Organisations régionales de la société civile
- ☐ Organisations Régionales
- ☐ ONGs Internationales
- ☐ Entité gouvernementale
- ☐ OSC nationale des femmes et des jeunes
- ☐ OSC infranationale des femmes et des jeunes
- ☐ Autre

Autre, veuillez préciser

Quel est le nom du partenaire de mise en oeuvre? *

TAFAMAHASOATOI Atsimo andrefana

Quel montant total est prévu (en USD) d'être versé à ce partenaire de mise en œuvre, **pour la durée totale du projet** ? *

Veuillez utiliser un point (.) comme séparateur décimal, au lieu d'une virgule (,).

11589,43

Quel est le montant total (en USD) versé au partenaire chargé de la mise en œuvre **depuis le début du projet** ? *

Veuillez utiliser un point (.) comme séparateur décimal, au lieu d'une virgule (,).

4172,21

Quel est le montant total (en USD) versé au partenaire chargé de la mise en œuvre **durant l'année civile en cours** ? *

Veuillez utiliser un point (.) comme séparateur décimal, au lieu d'une virgule (,).

0

Décrivez brièvement les activités principales menées par le partenaire durant l'année civile en cours *

Veuillez limiter votre réponse à 1500 caractères

Mise en œuvre des mécanismes de contrôle citoyen auprès des DINA (Contrôle Citoyen des Actions Publiques - CCAP) et de la Justice formelle par les Réseaux des jeunes.

Rapportage financier

» Taux d'Implementation par récipiendaire

Veuillez indiquer les montants totaux en dollars US alloués à chaque organisation récipiendaire

Veuillez indiquer le montant du budget initial, le montant transféré à ce jour et l'estimation des dépenses par récipiendaire.

*Veuillez vous assurer que vous saisissez le montant correct. Toutes les valeurs doivent être saisies en **Dollars US**.*

Pour les projets transfrontaliers, regroupez les montants par agences, même s'il s'agit de différents bureaux pays. Vous aurez l'occasion de partager un budget plus détaillée dans la prochaine section.

Réceptiendaire	"Budget total du projet (en full US \$) <i>Veuillez indiquer le budget total tel qu'il figure dans le document de projet en dollars US.</i>	Transferts à ce jour (en full US \$) <i>Veuillez indiquer le montant total transféré à chaque bénéficiaire à ce jour en dollars US</i>	"Dépenses à ce jour (en full US \$) <i>Veuillez indiquer le montant approximatif dépensé à ce jour en dollars US</i>	Taux de mise en œuvre en pourcentage du budget total (calculé automatiquement)
UNDP: United Nations Development Programme	1700000 *	1020000 *	933408,17 *	54.91%

	*	*	*	%
OHCHR: Office of the United Nations High Commission er for Human Rights	1405348*	842209*	650010,34*	46.25%
	*	*	*	NaN%
	*	*	*	%
	*	*	*	%
	*	*	*	%
	*	*	*	%
	*	*	*	%
MSIS-TATAO	500000*	300000*	259545,15*	51.91%
	*	*	*	%
	*	*	*	%
	*	*	*	%
	*	*	*	%

	*	*	*	%
	*	*	*	%
TOTAL	3605348	2162209	1842963.66	51.12%

Le taux d'exécution approximatif en pourcentage du budget total du projet, sur la base des valeurs saisies dans la matrice ci-dessus, est de **51.12%**. Pouvez-vous confirmer que ce chiffre est correct ? *

☒ Correct ☐ Incorrect

Si c'est incorrect, veuillez indiquer le taux d'exécution approximatif en %. *

» Budgétisation sensible au genre

Indiquez quel **pourcentage (%)** du budget contribue à l'égalité des sexes ou l'autonomisation des femmes (GEWE) tel que mentionné dans le document du projet ? *

36

Le montant du budget contribuant à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes (GEWE) sur la base du pourcentage indiqué ci-dessus et du budget total du projet est de **\$US 1297925.28**. Pouvez-vous confirmer que ce montant est correct ? *

☐ Correct ☒ Incorrect

Si ce n'est pas le cas, veuillez indiquer le *montant du budget* alloué à GEWE en dollars US. *

1311845


Le montant dépensé à ce contribuant à l'égalité des sexes ou l'autonomisation des femmes est de **\$US 663466.92**. Ce montant est-il correct ? *

☒ Correct ☐ Incorrect

Si c'est incorrect, veuillez écrire le *montant dépensé à ce jour* pour GEWE en dollars US *

663466,92

JOINDRE LE BUDGET EXCEL DU PROJET MONTRANT LES DÉPENSES APPROXIMATIVES ACTUELLES. Les modèles de budget sont disponibles [ici](#) *

Projet Landja_Rapport Financier Annuel 121125-9_59_5.xlsx 

Marqueurs de projet

Veillez sélectionner le marqueur de genre associé à ce projet. *

- ☐ Score 1 pour les projets qui contribuent d'une manière ou d'une autre à l'égalité des sexes, mais pas de façon significative (moins de 30 % du budget total pour GEWE).
- ☒ Score 2 pour les projets dont l'égalité de genre est un objectif important et qui allouent entre 30 et 79% du budget total du projet à GEWE.
- ☐ Score 3 pour les projets dont l'égalité des sexes est un objectif principal et qui allouent au moins 80 % du budget total du projet à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes (GEWE)

Veillez sélectionner le marqueur de risque associé à ce projet. *

- ☐ Marqueur de risque 0 = risque faible pour l'atteinte des résultats
- ☐ Marqueur de risque 1 = risque moyen pour l'atteinte des résultats
- ☒ Marqueur de risque 2 = risque élevé pour la réalisation des résultats

Veillez sélectionner le domaine de priorite de l'intervention (PBF Focus Area) associé à ce projet *

- ☐ (1.1) Réforme du secteur de la sécurité
- ☒ (1.2) État de droit
- ☐ (1.3) Démobilisation, désarmement et réintégration
- ☐ (1.4) Dialogue politique
- ☐ (2.1) Réconciliation nationale
- ☐ (2.2) Gouvernance démocratique
- ☐ (2.3) Prévention/gestion des conflits
- ☐ (3.1) Emploi
- ☐ (3.2) Accès équitable aux services sociaux
- ☐ (4.1) Renforcement des capacités nationales essentielles de l'État
- ☐ (4.2) Extension de l'autorité de l'État/administration locale
- ☐ (4.3) Gouvernance des ressources de consolidation de la paix (y compris les secrétariats des FBP)

Le projet fait-il partie d'une ou plusieurs fenêtres prioritaires du PBF? *

Vous pouvez sélectionner plusieurs

- ☐ Initiative de promotion du genre
- ☐ Initiative de promotion de la jeunesse
- ☐ Transition entre différentes configurations de l'ONU (e.g. sortie de la mission de maintien de la paix)
- ☐ Projet transfrontalier ou régional
- ☒ Aucune

Comité de pilotage et Inteactions avec le gouvernement

Est-ce qu'un comité de pilotage actif existe pour ce projet? *

- ☒ Oui
☐ Non

Si oui, veuillez indiquer le nombre de rencontres du comité de pilotage de projet au cours des 6 derniers mois

Veuillez limiter votre réponse à 3000 caractères

1

La deuxième réunion du Comité de Projet s'est tenue le 23 mai 2025 à Antananarivo. Elle a été co-présidée par M. Johary Lala ANDRIANASOLO, Chef du Service des Études et Appui aux Institutions (Ministère de la Justice), et M. Jean-François Dubuisson, Représentant Résident Adjoint du PNUD. Étaient également présents Mme Marie Doucey (Coordonnatrice ST PBF), Mme Sabine Lauber (Conseillère Principale aux Droits Humains, HCDH) et M. Harijaona Niaina (Directeur Exécutif, MSIS TATAO). La réunion a rassemblé 25 participants (9 femmes et 16 hommes), représentant les institutions suivantes : Ministère de la Justice, Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation, UNPBF, PNUD, MSIS-TATAO, ONDH, HCDH et HCDDDED.

Les échanges ont porté sur :

- Le suivi des recommandations de la réunion précédente ;
- L'état d'avancement du projet ;
- La présentation du plan d'activités semestriel.

Les principales recommandations formulées sont les suivantes :

- Organiser la 3^e réunion du comité en lien avec une mission de suivi conjoint sur le terrain ;
- Adopter une approche de recherche-action pour la mise en œuvre des activités ;
- Proposer une extension tacite du mandat des Comités d'Exécution des Dina (KMD)) dans le décret d'application de la Loi 2001-004 sur le Dina ;
- Réaliser un état des lieux des Dina existants, homologués ou en cours de redynamisation dans les zones d'intervention ;
- Mettre en place un mécanisme de remontée d'informations sensibles ;
- Intégrer l'approche genre de manière qualitative, au-delà des indicateurs quantitatifs.

La troisième réunion du Comité de projet s'est également tenue en fin novembre 2025.

Veuillez fournir une brève description des interactions du projet auprès du gouvernement. Merci de préciser les niveaux de gouvernement avec lesquels le projet a interagi.

Veuillez limiter votre réponse à 3000 caractères

Le projet a engagé des interactions structurées avec les autorités gouvernementales à différents niveaux :

Au niveau central, le 28 avril 2025, une visite de courtoisie a été effectuée auprès du ministre de la Justice, Garde des Sceaux qui avait été récemment nommé. Cette rencontre a permis de présenter les objectifs du projet, d'obtenir l'adhésion du ministère et de renforcer son implication dans la mise en œuvre. À l'issue de cette rencontre, deux points focaux ont été officiellement désignés au sein de la Direction des Études et des Réformes Législatives : le Directeur Général des Programmes et des Ressources, ainsi que le Chef de Service des Études et d'Appui aux Institutions.

Au niveau régional, entre février et septembre 2025, une dynamique de concertation territoriale a été enclenchée dans les huit régions d'intervention du projet, autour du processus d'homologation des dinas. Ces ateliers, portés par les autorités locales (Gouvernorats et préfectures), ont joué un rôle moteur dans la mobilisation des parties prenantes, l'animation des échanges et la co-construction de recommandations structurantes. Au total, 363 autorités administratives et judiciaires, dont 63 femmes, ont été activement impliquées, illustrant une volonté collective de transformation. Parmi elles figuraient des représentants de haut niveau : 3 Sénateurs, 8 Gouverneurs, 37 Députés, 37 Chefs de districts, 13 Préfets, 100 Maires, 104 agents régionaux, 8 membres des Gouvernorats, 15 représentants des Tribunaux de Première Instance, 10 représentants des juridictions, 3 du Bureau Indépendant Anti-Corruption, 8 des Commissariats, 16 de la Gendarmerie nationale, ainsi qu'un PDS (Président de la Délégation Spéciale) et un représentant pénitentiaire. Ces interactions ont marqué une étape clé dans l'appropriation locale du projet, en favorisant des dialogues inclusifs et en renforçant la synergie entre les mécanismes de justice traditionnels et formels.

Par ailleurs, les ateliers de dissémination organisés au niveau des districts ont consolidé cette dynamique d'implication, en créant des espaces de dialogue entre les autorités locales. Ces rencontres ont permis de partager les plans d'action des KMD par commune, d'identifier les leviers d'amélioration et de renforcer l'appropriation du processus par l'ensemble des acteurs.

Enfin, les consultations régionales menées dans le cadre des études ont révélé une mobilisation croissante des autorités étatiques régionales, traduisant une volonté d'alignement et d'engagement dans la mise en œuvre du projet.

À la suite des récents changements politiques, chute du régime, nomination d'un gouvernement de refondation et remplacement des gouverneurs des 23 régions, le projet n'a pas encore rencontré la nouvelle ministre de la Justice. Cette rencontre, prévue prochainement, vise à garantir la continuité des acquis et à maintenir l'engagement institutionnel autour des objectifs du projet.

Partie I : AVANCEMENT GLOBAL DU PROJET

NOTES POUR REMPLIR LE RAPPORT:

- Évitez les acronymes et le jargon des Nations Unies, utilisez un langage général / commun.
- Décrivez ce que le projet a fait dans la période de rapport, plutôt que les intentions du projet.
- Soyez aussi concret que possible. Évitez les discours théoriques, vagues ou conceptuels.
- Veillez à ce que l'analyse et l'évaluation des progrès du projet tiennent compte des spécificités du sexe et de l'âge.
- Dans le tableau de résultats, soyez concis: vous avez 3000 caractères, incluant les espaces pour vos réponses.

Veuillez évaluer l'état d'avancement de la mise en œuvre des éléments suivant

Contractualisation des partenaires

- ☐ Not Started
 ☐ Initiated
 ☐ Partially Completed
 ☒ Completed
 ☐ Not Applicable

Recrutement d'équipe *

- ☐ Not Started
 ☐ Initiated
 ☐ Partially Completed
 ☒ Completed
 ☐ Not Applicable

Collection de lignes de base *

- ☐ Not Started
 ☐ Initiated
 ☐ Partially Completed
 ☒ Completed
 ☐ Not Applicable

Identification des bénéficiaires *

- ☐ Not Started
 ☐ Initiated
 ☐ Partially Completed
 ☒ Completed
 ☐ Not Applicable

Fournissez toute information descriptive supplémentaire relative à l'état global de mise en œuvre du projet en termes de cycle de mise en œuvre, y compris si toutes les activités préparatoires ont été achevées (par exemple, contractualisation des partenaires, recrutement du personnel etc.)

Veuillez limiter votre réponse à 3000 caractères

Dans le cadre du renforcement de la gouvernance locale et de la justice communautaire via le mécanisme du Dina, le PNUD a contractualisé avec cinq Organisations de la Société Civile partenaires (ONG Magnavotra, Association Sedera, Association Magnasoa, ACDEM et ONG Code Menabe). Ces partenariats visent à établir une collaboration opérationnelle entre les acteurs locaux (tribunaux, autorités administratives, districts, communes et communautés), dans le respect du cadre légal.

De même, grâce à l'implication de 8 OSC locales et 2 nationales recrutées dans le cadre du Contrôle Citoyen de l'Action Publique (CCAP), le projet progresse de manière constante malgré quelques contraintes entre autres la faible performance de certaines OSC collaboratrices entraînant la résolution des contrats, la particularité du contexte de Dina dans les régions Haute Matsiatra et Menabe, l'abandon de certaines Radios Partenaires. Le premier cycle du mécanisme CCAP, récemment achevé, a permis de mobiliser les parties prenantes autour de plusieurs étapes clés : autoévaluation des services de Dina, rencontres entre prestataires et bénéficiaires, diffusion des résultats auprès des communautés, et suivi collectif des plans d'action. En outre, la subvention accordée à l'ONDH et la mise en place des Comités de paix dans les huit régions ont permis d'activer des dispositifs efficaces d'alerte précoce et de résolution des conflits, notamment dans les régions de Sofia et Menabe.

Par ailleurs, les équipes des trois entités récipiendaires sont désormais opérationnelles et déployées sur le terrain. Les groupes cibles ont été identifiés lors des concertations régionales, incluant les membres des KMD, les autorités traditionnelles, administratives et judiciaires, ainsi que les jeunes, les femmes et les communautés locales. La sélection des communes d'intervention s'est appuyée sur des critères prédéfinis, en collaboration avec les OSC partenaires.

Enfin, la collecte des données de base est en cours. Les restitutions régionales de juillet 2025, menées avec le cabinet FDA, ont permis de confronter et valider les résultats préliminaires des trois études majeures (baseline, audit juridique, étude socio-anthropologique). Cette année 2025, les études se sont achevées par une validation nationale.

Décrire les principaux progrès réalisés au cours de la période considérée (pour les rapports de juin: janvier-juin ; pour les rapports de novembre: janvier-décembre (prévu) ; pour les rapports finaux: durée totale du projet). Prière de ne pas énumérer toutes les activités individuelles). Si le projet commence à faire / a fait une différence au niveau des résultats, fournissez des preuves spécifiques pour les progrès (quantitatifs et qualitatifs) et expliquez comment cela a un impact sur le contexte politique et de consolidation de la paix.

Le projet est-il sur la bonne voie pour que les produit soient achevés dans les délais prévus, comme indiqué dans le plan de travail ? *

- ☒ Oui
 ☐ Non

Si non, veuillez fournir une explication

Veuillez limiter votre réponse à 6000 caractères

*

Résumé de progrès

Veuillez limiter votre réponse à 6000 caractères

*

L'année 2025 a été marquée par des progrès significatifs vers l'atteinte des résultats escomptés.

En effet, depuis février 2025, une dynamique de transformation territoriale s'est enclenchée dans les 8 régions d'intervention, portée par une mobilisation croissante des autorités locales autour de la reconnaissance des Dina comme instruments de régulation sociale et de paix. Ces acteurs ont initiés des concertations régionales pour co-construire les processus d'élaboration, d'homologation et d'application des Dina, traduisant un engagement institutionnel renforcé. Ces concertations ont été marquées par la participation active de 3 Sénateurs, 8 Gouverneurs, 37 Députés, 37 Chefs de districts, 13 Préfets, 100 Maires, 159 membres des KMD (dont 23 femmes) et 63 représentants des OSC locales (dont 19 femmes) témoignant d'un changement d'échelle dans l'appropriation du processus. Ces concertations ont permis de lever les résistances initiales, malgré des défis socio-ethniques, juridiques et politiques persistants.

Par exemple, l'homologation du « Dinan'i Androy » par le Tribunal d'Ambovombe le 17 juin 2025 représente une avancée institutionnelle majeure, consacrant les Dina comme outils légitimes de justice communautaire. Ce jalon renforce la confiance des communautés envers les institutions et ouvre la voie à une sécurité locale durable. Dans la région Sofia, la redynamisation du Dina Malainkalatra avec l'élection de nouveaux KMD et leur formation a permis de renforcer la coordination interinstitutionnelle et la capacité communautaire à gérer les conflits. Des dynamiques similaires ont émergé dans les régions Atsimo Atsinanana, Menabe, Ihorombe et Anôsy, où les Dina sont en cours de redynamisation dans une logique participative, consolidant les fondations d'une gouvernance inclusive et contextualisée.

Par ailleurs, entre janvier et mars 2025, les acteurs locaux (OSC, KMD, autorités administratives, judiciaires et sécuritaires) ont renforcés leurs capacités pour intégrer les principes de justice équitable et d'inclusion, avec une attention particulière portée aux femmes, jeunes, personnes handicapées et minorités, pour une gestion pacifique des conflits. Dans ce cadre, les Observatoires Régionaux des Droits Humains (ORDH) ont également vu leurs compétences renforcées, avec une hausse significative des signalements documentés (de 9 en 2024 à 183 en octobre 2025), illustrant une montée en puissance de leur capacité d'action. De même, le renforcement des mécanismes d'alerte précoce et de résolution des conflits, via la contractualisation de l'ONDH et la mise en place des Comités de paix, a permis d'apporter des réponses concrètes aux problématiques de justice. À ce jour, 26,18 % des cas signalés ont été traités au niveau régional. Toutefois, la crise sociopolitique de septembre 2025 a révélé des limites structurelles, notamment la faible réactivité des Comités de paix largement pilotés et perçus comme étant sous l'influence des autorités préfectorales, et donc étroitement associées à l'Etat. Cette situation a conduit les ORDH à solliciter le HCDH pour un plaidoyer stratégique, soulignant la nécessité de sécuriser les observateurs et d'adapter les mécanismes de protection. En effet, les observatoires régionaux ont su démontrer leur rôle de contre-pouvoir légitime, en documentant les préoccupations et en transmettant directement leurs rapports au Bureau du HCDH. Ces rapports ont nourri des actions de plaidoyer ciblées qui ont contribué, directement ou indirectement, au changement radical du régime dénoncé par la population, en particulier par les jeunes de la génération Z, via des manifestations dans tout le pays. Ce rôle de "veille active" illustre le renforcement du développement de la culture de redevabilité au sein des communautés.

En outre, la gouvernance locale s'est vue renforcée par l'opérationnalisation des mécanismes de contrôle citoyen dans six régions. Au total, 2 278 acteurs sont désormais en mesure d'exercer pleinement leur rôle dans ce processus structuré en trois étapes : évaluations communautaires, interface meetings, et ateliers de dissémination. Ce dispositif a généré un impact humain fort, traduisant une implication citoyenne accrue et une redevabilité renforcée.

Une culture de participation, positionnant le contrôle citoyen comme levier stratégique pour une gouvernance efficace des Dina ont instauré à travers les activités de sensibilisation et d'éducation citoyenne

Enfin, les écarts entre les pratiques des Dina et les normes légales ont été mis en lumière grâce à une documentation approfondie du cadre juridique et institutionnel incluant un audit juridique, une étude socio-anthropologique et une baseline, ouvrant ainsi la voie à une harmonisation progressive et concertée. Les restitutions régionales de juillet 2025 ont constitué un espace de dialogue constructif entre les parties prenantes (acteurs étatiques, communautés, leaders traditionnels, Comités Exécutifs des Dina), favorisant une compréhension partagée des enjeux et renforçant la légitimité locale du projet. Cette étape a marqué un tournant stratégique dans l'appropriation régionale du processus d'alignement des Dina avec le cadre étatique.

Ces progrès ouvrent une nouvelle phase stratégique, orientée vers la consolidation des acquis et le renforcement de la résilience des acteurs, dans un contexte en constante évolution.

Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat

Veuillez limiter votre réponse à 3000 caractères

L'implication croissante des femmes et des jeunes dans les processus de redynamisation des Dinas régionaux marque une avancée significative vers une gouvernance plus inclusive. Avec 114 femmes engagées sur 648 participants aux ateliers de concertations régionales, leur rôle stratégique est désormais reconnu comme moteur de cohésion sociale et de justice locale. Dans la région Androy, l'intégration de 47 femmes dans la refonte du Dinan'i Androy a renforcé la légitimité du dispositif. À Sofia, les élections du KMD ont illustré une évolution des mentalités avec une participation de 8 femmes parmi les candidats. Malgré des résistances socioculturelles persistantes, qui ont empêché l'élection de femmes, le projet poursuit ses efforts pour accompagner le changement. Il mène des actions de sensibilisation sur les stéréotypes de genre et les pratiques traditionnelles afin de promouvoir une participation féminine durable et équitable.

Les bootcamps organisés dans 40 districts ont permis à plus de 50 % de femmes et 70 % de jeunes de moins de 30 ans de renforcer leurs capacités. Ces jeunes femmes, devenues observatrices des droits humains, jouent un rôle clé dans la documentation des préoccupations et la prévention des conflits, même dans les zones enclavées. Lors de la crise de septembre 2025, leur mobilisation rapide a permis à l'ONDH d'être la principale source d'information internationale concernant les exactions et préoccupations des droits humains, contribuant à la redevabilité et à l'attention internationale.

Dans la mise en œuvre des mécanismes de contrôle citoyen du Dina, l'approche genre s'est traduite par une participation féminine significative : 33 % lors des évaluations communautaires, 32 % dans les réunions d'interface communales et 26 % dans les ateliers de dissémination au niveau des districts. Par ailleurs, des actions ciblées ont permis de renforcer les compétences de 40 % des techniciens locaux, de sensibiliser davantage de femmes, et d'intégrer 11 % de propositions féminines dans les réunions de cadrage et les visites de courtoisie auprès des autorités.

Le projet est-il en cours de mise en œuvre depuis 1+ an ?

- ☒ Oui
☐ Non

POUR LES PROJETS DE 1+ AN EN COURS DE MISE EN ŒUVRE UNIQUEMENT :

Le projet démontre-t-il des résultats en matière de consolidation de la paix (au niveau des résultats du projet) ?

Au niveau des résultats de la consolidation de la paix, y-a-t-il des résultats obtenus au niveau sociétal ou structurel, y compris des changements d'attitudes, de comportements ou d'institutions.

- ☒ Oui
☐ Non

Dans l'affirmative, veuillez fournir des exemples de résultats concrets en matière de consolidation de la paix

Veuillez limiter votre réponse à 6000 caractères

Des progrès significatifs ont été enregistrés en matière de consolidation de la paix, notamment à travers le renforcement des capacités locales pour la gestion pacifique des conflits. La gouvernance locale s'est vue renforcée par l'opérationnalisation des mécanismes de contrôle citoyen (CCAP) dans six régions. Au total, 2 278 acteurs sont désormais en mesure d'exercer pleinement leur rôle dans ce processus structuré en 3 étapes : évaluations communautaires, interface meetings, et ateliers de dissémination. Ce dispositif a généré un impact humain fort, traduisant une implication citoyenne et une redevabilité renforcée.

Une culture de participation, positionnant le contrôle citoyen comme levier stratégique pour une gouvernance efficace des Dina est instaurée à travers les activités de sensibilisation et d'éducation citoyenne.

En outre, les Observatoires Régionaux des Droits Humains (ORDH), jouent un rôle central dans la détection précoce des tensions, la documentation des préoccupations et la promotion du dialogue. À Toliara (région Atsimo Andrefana), l'ORDH est parvenu à désamorcer un conflit potentiel lié à l'implantation d'une entreprise minière en identifiant les signaux précoces de tension, en assurant un suivi régulier et en initiant un dialogue multipartite impliquant autorités nationales dont l'ancien ministre de la Décentralisation et de l'Aménagement du Territoire, les autorités locales et communautés concernées, incluant Dina, OSC et associations de femmes en mars 2025. Malgré ces efforts, la situation reste préoccupante en raison des tensions socio-économiques exacerbées par la crise politique. En octobre 2025, des risques de conflits communautaires ont été signalés, sur la création d'un groupe affilié au projet minier, chargé de surveiller les oppositions, menaçant les libertés fondamentales.

Face à cette dynamique polarisante, l'ORDH a renforcé sa présence en créant une antenne permanente dans la commune de Toliara II, lieu d'implémentation du projet minier, dédiée à l'écoute inclusive et à l'instauration d'un dialogue constructif entre les parties prenantes. Cette initiative vise à prévenir l'escalade des violences, à restaurer la confiance et à promouvoir la cohésion sociale. De même, le renforcement des mécanismes d'alerte précoce et de résolution des conflits, via la contractualisation de l'ONDH et la mise en place des Comités de paix, a permis d'apporter des réponses concrètes aux problématiques de justice. À ce jour, 26,18 % des cas signalés ont été traités au niveau régional.

Lors de la crise politique de septembre 2025, marquée par un usage excessif de la force contre des manifestants, principalement des jeunes, l'ONDH a joué un rôle déterminant à travers la dénonciation de ces pratiques violentes. Grâce à son ancrage communautaire et à l'engagement de nombreux observateurs, l'ONDH a assuré un suivi quotidien des préoccupations des droits humains, y compris dans les zones reculées. Ce travail rigoureux a permis au HCDH de publier 2 communiqués alertant la communauté internationale sur l'usage excessif de la force, ayant catalysé des réactions concrètes comme la condamnation internationale des pratiques de répression, contribuant à la perte de légitimité des autorités ayant ordonné la répression.

Dans le cadre du processus de transition post-crise, l'ONDH a établi un partenariat stratégique avec un réseau d'avocats pour plaider en faveur de la libération des personnes détenues arbitrairement ou pour des motifs politiques. Cette action a renforcé la justice réparatrice, mobilisé les acteurs institutionnels et civils, et contribue à restaurer un climat de paix, de dialogue, de redevabilité.

Par ailleurs, l'homologation officielle du Dina d'Androy, prononcée le 17 juin 2025 par le Tribunal de Première Instance d'Ambovombe, constitue une avancée majeure vers l'intégration des mécanismes traditionnels de régulation sociale dans le système institutionnel. Ce jalon, rendu possible grâce à l'engagement du gouverneur et du Délégué Militaire régional, symbolise la reconnaissance du Dina comme outil de justice communautaire, de prévention des conflits et de résilience locale. Pour les communautés de l'Androy, cette reconnaissance juridique représente un levier essentiel pour renforcer la paix durable, la sécurité locale et le dialogue entre justice traditionnelle et justice formelle.

Dans la région Sofia, les efforts de consolidation de la paix sont illustrés à travers la mise en œuvre du Dina Malainkalatra. Après la rencontre entre le PNUD et les autorités locales, suivie d'un atelier régional, les acteurs se sont mobilisés pour renforcer les capacités des KMD, avec le soutien du Président du Tribunal et du Bureau Indépendant Anti-Corruption.

Cette cohésion sociale a été également renforcée grâce à la campagne de sensibilisation des communautés à travers d'une compétition fraternelle de football par le KMD et le réseau de jeunes OBS Mada dans la commune d'Anjalazala (district Antsohihy, région Sofia). Cette action a mobilisé la jeunesse sur les valeurs de solidarité et de paix. Depuis mai 2025, un espace de dialogue régulier, ouvert et constructif a été institué à travers les réunions mensuelles sur le Dina dans la commune d'Ambohitoka, district de Mampikony. Cet espace réunit les citoyens, les KMD, les autorités locales et 22 chefs de fokontany, autour d'un cadre d'échanges et de concertation. Chaque rencontre permet de présenter le rapport mensuel sur la mise en œuvre du Dina, de partager les défis rencontrés et de construire des solutions adaptées aux réalités locales. Durant les réunions, il a été convenu que chaque fokontany contribue au paiement d'une cotisation pour assurer le fonctionnement du KMD, les gendarmes ont pu rapporter l'amélioration de la sécurité depuis cette réunion. Cette démarche participative a contribué à renforcer la collaboration et la confiance mutuelle entre les acteurs, tout en encourageant une participation citoyenne accrue dans la gouvernance du Dina.

Dans l'affirmative, veuillez fournir des sources ou des références (y compris des liens) comme preuve des résultats de la consolidation de la paix, ou les soumettre en pièces jointes supplémentaires.

Les données probantes peuvent être quantitatives ou qualitatives, mais elles doivent démontrer les progrès réalisés par rapport aux indicateurs de résultats du cadre de résultats du projet. Il peut s'agir d'enquêtes sur le projet (comme des sondages de perception), de rapports de surveillance, de documents gouvernementaux ou d'autres productions de connaissances qui ont été élaborés dans le cadre du projet.

Les liens vers les preuves de résultats de consolidation sont attachés dans la pièce jointe ci-dessous

File attachment

Projet LANDJA - Mcar - liens vers preuves de consolidation de la paix-14_34_19.docx



Partie II: Progrès par Résultat du projet

Combien de RESULTATS ce projet a-t-il ?

*

1 2 **3** 4 5 Plus de 5

Veuillez écrire les résultats du projet tels qu'ils figurent dans le cadre des résultats du projet qui se trouve dans le document du projet.

Résultat 1

*

Les acteurs (OSCs, membres des Comités Exécutifs des Dina, autorités administratives et judiciaires) exercent leurs rôles en conformité avec la législation en vigueur, les normes et standards internationaux de l'État de droit et des droits humains

Résultat 2

*

Le rapprochement des mécanismes de justice traditionnelle et formelle est effectif pour l'amélioration de l'accès à la justice, notamment des populations vulnérables

Résultat 3

*

La confiance des communautés à l'égard des Dina et du système de justice formel et les droits des justiciables dont les populations vulnérables sont renforcés grâce à l'opérationnalisation au niveau des collectivités d'un mécanisme de contrôle citoyen (CC) de ces systèmes de justice

Résultat 4

*

Résultat 5

*

Résultat 6

*

Résultat 7

*

Résultat 8

*

Résultats Additionnels

*

Si le projet a plus de 8 résultats, veuillez énumérer les résultats restants ici.

ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE DU PROJET SUR LA BASE DES INDICATEURS

En utilisant le cadre de résultats du projet conformément au document de projet approuvé ou à toute modification, fournissez une mise à jour de la réalisation des indicateurs clés au niveau du Résultat1 dans le tableau ci-dessous

- S'il n'a pas été possible de collecter des données sur les indicateurs, indiquez-le par "N/A" et fournissez toute explication.
- Fournissez des données ventilées par sexe et par âge. (500 caractères maximum par entrée)

» Résultat 1 : Les acteurs (OSCs, membres des Comités Exécutifs des Dina, autorités administratives et judiciaires) exercent leurs rôles en conformité avec la législation en vigueur, les normes et standards internationaux de l'État de droit et des droits humains

O C 1	Indicateu rs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Progrès de l'indicate ur pour la période de référence	Progrès de l'indicate ur depuis le début du projet	Raisons pour les retards ou changem ents (s'il y en a)
1. 1	Indicateur 1a Pourcentage des décisions des Dina visés par le projet dans les zones d'intervention en conformité avec la législation en vigueur, les normes et standards internationaux de l'État de droit et des droits humains	Non disponible	de 20 à + 75%	Non disponible	Non disponible	Explication de la non- disponibilité des données de base: L'audit juridique indique que la majorité des décisions sont rendues oralement, les registres sont souvent absents, détruits ou non standardisés, rendant impossible une vérification systématique de la conformité.

1. 2	Indicateur 1b Pourcentage de Dina opérationnels dans les zones d'intervention, en conformité avec la législation en vigueur, les normes et standards internationaux de l'État de droit et des droits humains et prenant en compte les perspectives femmes/jeunes/minorités	0% (toutes les régions)	de 20 à + 50%	37,5%	37,5%	Explication : À ce stade, trois Dina — Androy, Malainkalatra et Dinani' Menabé — sur les huit accompagnés par le projet, sont : • opérationnels ; • conformes à la législation en vigueur, notamment grâce à l'homologation récente du Dinan'Androy, obtenue à la suite d'une série de concertations menées au niveau des communautés de base ; • intègrent les perspectives des femmes, des jeunes et des minorités, à travers la participation active de ces groupes lors des processus de redynamisation (Malainkalatra) et d'homologation (Androy).
---------	---	----------------------------	------------------	-------	-------	--

1. 3	Indicateur 1c Pourcentage des femmes/jeunes/m parties prenantes dans l'élaboration / refonte et dans l'application des Dina (y compris dans les Comités exécutifs)	(Femmes) Androy : 0,7% Anosy : 5,4 % Atsimés Andrefana 0,7 % Atsimo Atsinanana : 1,1% Ihorombe : 6% Haute Matsiatra: 9,7% Menabe : 2,4% Sofia : 5%	de 20 à + 50%	21% (femmes) Désagrégation par région • Androy: 24% • Anôsy: 17% • Atsimo Andrefana: 35% • Atsimo Atsinanana: 8% • Menabe: 24% • Sofia: 12% • Haute Matsiatra: 19% • Ihorombe: 26%	21% (femmes)	Ce faible taux s'explique essentiellement par des facteurs structuraux et socioculturels généralisés à l'ensemble de l'île, notamment la prédominance d'un système patriarcal traditionnel. Comme piste d'amélioration, les bénéficiaires ont suggéré eux-mêmes de sensibiliser les femmes à leurs droits et capacités à occuper des fonctions dans le KMD, telles que le poste de conseillère, administration et finance.
1. 4						
1. 5						
Combien de produits sont définis sous le résultat 1?						
<div> 1 2 3 4 5 Plus de 5 </div>						
Veuillez lister tous les produits pour le résultat 1.						
Produit 1.1						
Le cadre juridique et institutionnel actuel, les pratiques des Dina sont documentés en vue d'une mise en conformité avec la législation, les normes et standards en vigueur						
Produit 1.2						
Les Dina sont rendus plus inclusifs et légitimes et disposent de capacités renforcées à prévenir et gérer les conflits locaux de façon pacifique						

Produit 1.3
Produit 1.4
Produit 1.5
Autres Produits <i>Si le résultat 1 a plus de 5 produits, veuillez énumérer les produits restants ici.</i>

Pour chaque produit, et en utilisant le cadre des résultats du projet, fournissez une mise à jour sur les progrès réalisés par rapport à tous les indicateurs de produit.

» **Produit 1.1: Le cadre juridique et institutionnel actuel, les pratiques des Dina sont documentés en vue d'une mise en conformité avec la législation, les normes et standards en vigueur**

1. 1	Indicateur s <i>Décrivez l'indicateur</i>	Indicateur de base <i>Indiquez la valeur de base de l'indicateur</i>	Cible de fin de projet <i>Indiquez la valeur cible de l'indicateur à la fin du projet</i>	Progrès des l'indicateu rs pour la période de référence <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur pour la période de rapport</i>	Progrès de l'indicateu r depuis le début du projet <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur, cumulatif depuis le debut du projet</i>	Raisons pour les retards ou changeme nts (s'il y en a) <i>Expliquez les raisons pour des deviations ou autre changements à l'indicateur</i>

1. 1. 1	Indicateur 1.1.1 Pourcentage des Dina opérationnels ayant l'adhésion des communautés dans les zones d'intervention et intégrant les perspectives femmes/jeunes/minorités	0%	+75% des dina	37,5%	37,5%	À ce stade, trois Dina — Androy, Dina Malainkalatra et— Dinan'i Menabe sur les huit accompagnés par le projet, ont une adhésion de la communauté à la suite d'une série de concertations menées au niveau des communautés de base et intègrent les perspectives des femmes, des jeunes et des minorités, à travers la participation active de ces groupes lors des processus de redynamisation (Dina Malainkalatra et Dinan'i Menabe) et d'homologation (Dinan'i Androy). Cependant, l'évaluation de l'adhésion des communautés dans les zones d'intervention, tout en intégrant les perspectives des femmes, des jeunes et des minorités, sera complétée par les OSC partenaires lors des prochains suivis communautaires.
---------------	---	----	---------------	-------	-------	---

1. 1. 2	Indicateur 1.1.2 Pourcentage par groupes d'acteurs concernés par les Dina, par sexe et par âge, consultés sur les contours du cadre juridique et institutionnel appliqué actuellement, sur les pratiques y afférentes	0%	Acteurs étatiques : 20% Comités d'exécution des Dina : 50% Communauté/OSC : 30%	Acteurs étatiques : 46,67 % H : 85,71% F : 14,29% Comités d'exécution des Dina: 6,67% H : 100% F : 0% Communauté/OSC :65,71% H : 65,71% F : 34,29%	Acteurs étatiques : 46,67 % H : 85,71% F : 14,29% Comités d'exécution des Dina: 6,67% H : 100% F : 0% Communauté/OSC :65,71% H : 65,71% F : 34,29%	La mobilisation des acteurs locaux, notamment des Comités d'exécution de Dina (CED) ou KMD, a rencontré certaines difficultés, en raison de l'expiration du mandat de la majorité d'entre eux, les empêchant ainsi de représenter officiellement leurs entités. Cette situation a été corrigée lors de la restitution nationale (données non encore intégrées à cet indicateur), ainsi que durant les sessions de renouvellement des bureaux des KMD, de renforcement des capacités, qui serviront également de cadre d'échanges sur les pratiques liées à la mise en œuvre du Dina.
1. 1. 3						
1. 1. 4						

1. 1. 5						
---------------	--	--	--	--	--	--

» **Produit 1.2: Les Dina sont rendus plus inclusifs et légitimes et disposent de capacités renforcées à prévenir et gérer les conflits locaux de façon pacifique**

1. 2	Indicateur s <i>Décrivez l'indicateur</i>	Indicateur de base <i>Indiquez la valeur de base de l'indicateur</i>	Cible de fin de projet <i>Indiquez la valeur cible de l'indicateur à la fin du projet</i>	Progrès des l'indicateu rs pour la période de référence <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur pour la période de rapport</i>	Progrès de l'indicateu r depuis le début du projet <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur, cumulatif depuis le début du projet</i>	Raisons pour les retards ou changeme nts (s'il y en a) <i>Expliquez les raisons pour des deviations ou autre changements à l'indicateur</i>
1. 2. 1	Indicateur 1.2.1 Proportion des groupes d'acteurs, sensibilisés, capables d'exercer leurs rôles en conformité avec la législation en vigueur et des normes et standards internationaux de l'état de droit et des droits humains	Non Disponible	+70% (acteurs étatiques, comités exécutifs, communautés/OSC)	0	0	Explication Les activités de sensibilisation ne sont pas encore réalisées donc cet indicateur ne peut être mesuré à ce stade. Ce retard s'explique par l'attente du renouvellement des comités exécutifs des Dina, dont la majorité arrive en fin de mandat dans certaines zones, mais surtout par le retard de sélection des OSCs chargées de ces activités ainsi l déblocage, également en attente, de la deuxième tranche de financement.
1. 2. 2						
1. 2. 3						

1. 2. 4						
1. 2. 5						

» Produit 1.3:

1. 3	Indicateur s <i>Décrivez l'indicateur</i>	Indicateur de base <i>Indiquez la valeur de base de l'indicateur</i>	Cible de fin de projet <i>Indiquez la valeur cible de l'indicateur à la fin du projet</i>	Progrès des l'indicateu rs pour la période de référence <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur pour la période de rapport</i>	Progrès de l'indicateu r depuis le début du projet <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur, cumulatif depuis le debut du projet</i>	Raisons pour les retards ou changeme nts (s'il y en a) <i>Expliquez les raisons pour des deviations ou autre changements à l'indicateur</i>
1. 3. 1						
1. 3. 2						
1. 3. 3						
1. 3. 4						
1. 3. 5						

» Produit 1.4:

1. 4	Indicateur s <i>Décrivez l'indicateur</i>	Indicateur de base <i>Indiquez la valeur de base de l'indicateur</i>	Cible de fin de projet <i>Indiquez la valeur cible de l'indicateur à la fin du projet</i>	Progrès des l'indicateu rs pour la période de référence <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur pour la période de rapport</i>	Progrès de l'indicateu r depuis le début du projet <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur, cummulatif depuis le debut du projet</i>	Raisons pour les retards ou changeme nts (s'il y en a) <i>Expliquez les raisons pour des deviations ou autre changements à l'indicateur</i>
1. 4. 1						
1. 4. 2						
1. 4. 3						
1. 4. 4						
1. 4. 5						

» Produit 1.5:

1. 5	Indicateur s <i>Décrivez l'indicateur</i>	Indicateur de base <i>Indiquez la valeur de base de l'indicateur</i>	Cible de fin de projet <i>Indiquez la valeur cible de l'indicateur à la fin du projet</i>	Progrès des l'indicateu rs pour la période de référence <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur pour la période de rapport</i>	Progrès de l'indicateu r depuis le début du projet <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur, cummulatif depuis le debut du projet</i>	Raisons pour les retards ou changeme nts (s'il y en a) <i>Expliquez les raisons pour des deviations ou autre changements à l'indicateur</i>
1. 5. 1						
1. 5. 2						
1. 5. 3						
1. 5. 4						
1. 5. 5						

» **Résultat 2 : Le rapprochement des mécanismes de justice traditionnelle et formelle est effectif pour l'amélioration de l'accès à la justice, notamment des populations vulnérables**

O C 2	Indicateu rs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Progrès de l'indicate ur pour la période de référence	Progrès de l'indicate ur depuis le début du projet	Raisons pour les retards ou changem ents (s'il y en a)

2. 1	Indicateur 2 a : Nombre de Dina appliqués dans les zones d'intervention ayant reçu l'homologation des magistrats au niveau des Tribunaux de Première Instance	<ul style="list-style-type: none"> • Androy : 4 • Anosy : 4 • Atsimo Andrefana : 2 <ul style="list-style-type: none"> • Atsimo Atsinanana : 1 <ul style="list-style-type: none"> • Ihorombe : 0 • Matsiatra Ambony : 1 <ul style="list-style-type: none"> • Menabe : 1 • Sofia : 3 	+80 % des Dina recensés/ciblés dans les 8 régions des zones d'intervention	3	3	<p>Le projet vise la redynamisation et l'homologation des dinas régionaux qui devront regrouper tous les dina existant par régions</p> <p>1: Dinan'Androy regional homologué regroupant tous les dinas de la région</p> <p>1 Dina Malainkalatra et Dinan'i Menabé déjà homologué pas besoin de mise à jour tandis que les 5 autres dina nécessitent des mises à jour devant entraîner le processus d'homologation. Ce processus n'est pas en retard car il devrait être engagé après les concertations régionales qui ont permis de faire un état des lieux sur la nécessité ou pas de redynamiser les dina selon les cas par région. Ainsi la seconde étape qui a déjà commencé consiste à appuyer le processus de redynamisation et d'homologation des 5 dina restant de la zone d'intervention.</p>
---------	--	--	---	---	---	--

2. 2	Indicateur 2b : Pourcentage des décisions prises par les Comités des Dina qui sont exécutées conformément aux règles en vigueur dans les Dina	Non disponible	80%	Non disponible	Non disponible	Les données sur cet indicateur dépendent des interventions du projet qui consiste à renouveler les KMD, les former et les suivre dans la prise de décision qui sont liés évitement à des cas à traiter s'il y'a. Ces activités sont en cours avec les OSCs recrutées et comme expliqué dans les rapports précédents, le recrutement de ces OSCs a connu des retards liés à des procédures et exigences à respecter
2. 3	Indicateur 2 c : Nombre d'actions de vengeance ou de vindictes populaires concernant les décisions des Dina dans les zones d'intervention	Non disponible	TBD	3	3	Il s'agit des cas signalés par les ORDH en Septembre 2025, sur le conflit lié au vol de chèvres ayant recours aux autorités traditionnelles (Dina) et à la justice formelle dans les régions/districts/communes: 1) Atsimo Andrefana / Ampanihy / 2) Ihorombe / Ivohibe / Andreamalama 3) Haute Matsiatra / Isandra / Mahazoarivo
2. 4						

2. 5						
---------	--	--	--	--	--	--

Combien de produits sont définis sous le résultat 2?

1 **2** 3 4 5 Plus de 5

Veuillez lister tous les produits pour le résultat 2

.....

Produit 2.1

Les acteurs au niveau des tribunaux, les autorités administratives locales (régions, district, communes) et les communautés disposent d'un mécanisme de collaboration opérationnel dans le processus d'élaboration, d'homologation et d'application des Dina, y compris les Dina sectoriels, dans le respect de la législation en vigueur

.....

Produit 2.2

L'exécution des décisions régulièrement prises par les Comités Exécutifs de Dina est effective et sécurisée à la fois par les autorités judiciaires et administratives conformément à la législation en vigueur et aux normes et standards internationaux des droits humains

.....

Produit 2.3

.....

Produit 2.4

.....

Produit 2.5

.....

Autres Produits

Si le résultat 2 a plus de 5 produits, veuillez énumérer les produits restants ici.

.....

Pour chaque produit, et en utilisant le cadre des résultats du projet, fournissez une mise à jour sur les progrès réalisés par rapport à tous les indicateurs de produit.

» **Produit 2.1: Les acteurs au niveau des tribunaux, les autorités administratives locales (régions, district, communes) et les communautés disposent d'un mécanisme de collaboration opérationnel dans le processus d'élaboration, d'homologation et d'application des Dina, y compris les Dina sectoriels, dans le respect de la législation en vigueur**

2.1	Indicateurs <i>Décrivez l'indicateur</i>	Indicateur de base <i>Indiquez la valeur de base de l'indicateur</i>	Cible de fin de projet <i>Indiquez la valeur cible de l'indicateur à la fin du projet</i>	Progrès des l'indicateurs pour la période de référence <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur pour la période de rapport</i>	Progrès de l'indicateur depuis le début du projet <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur, cumulatif depuis le début du projet</i>	Raisons pour les retards ou changements (s'il y en a) <i>Expliquez les raisons pour des déviations ou autres changements à l'indicateur</i>
2.1.1	Indicateur 2.1.1 Existence d'un outil (validé par les acteurs judiciaires et administratifs) de vérification de la conformité des Dina à la législation en vigueur	0	1 outil validé	0 outil validé	0 outil validé	Explication: Enclenchement du processus pour le Dinan'Androy homologué en Juin 2025)

2. 1. 2	Indicateur 2.1.2 Pourcentage des décisions des Comités Exécutifs des Dina ayant fait l'objet de recours devant les autorités administratives et judiciaires	TBD	moins 30 %	Non disponible	Non disponible	Les données sur cet indicateur dépendent des interventions du projet qui consiste à renouveler les KMD, les former et les suivre dans la prise de décision qui sont liés évitement à des cas à traiter s'il y'a. Ces activités sont en cours avec les OSCs recrutées et comme expliqué dans les rapports précédents, le recrutement de ces OSCs a connu des retards lié à des procédures et exigences à respecter. La collecte sera assurée par les 5 OSC de mise en oeuvre du PNIID
2. 1. 3						
2. 1. 4						
2. 1. 5						

» Produit 2.2: L'exécution des décisions régulièrement prises par les Comités Exécutifs de Dina est effective et sécurisée à la fois par les autorités judiciaires et administratives conformément à la législation en vigueur et aux normes et standards internationaux des droits humains

2. 2	Indicateur s <i>Décrivez l'indicateur</i>	Indicateur de base <i>Indiquez la valeur de base de l'indicateur</i>	Cible de fin de projet <i>Indiquez la valeur cible de l'indicateur à la fin du projet</i>	Progrès des l'indicateu rs pour la période de référence <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur pour la période de rapport</i>	Progrès de l'indicateu r depuis le début du projet <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur, cumulatif depuis le début du projet</i>	Raisons pour les retards ou changeme nts (s'il y en a) <i>Expliquez les raisons pour des deviations ou autre changements à l'indicateur</i>
2. 2. 1	Indicateur 2.2.1 Pourcentage des décisions des Comités des Dina entièrement exécutées (sans obstruction, sans interférence externe)	TBD	95%	Non disponible	Non disponible	Les données sur cet indicateur dépendent des interventions du projet qui consiste à renouveler les KMD, les former et les suivre dans la prise de décision qui sont liés évitement à des cas à traiter s'il y'a. Ces activités sont en cours avec les OSCs recrutées et comme expliqué dans les rapports précédents, le recrutement de ces OSCs a connu des retards lié à des procédures et exigences à respecter. La collecte sera assurée par les 5 OSC de mise en œuvre
2. 2. 2						

2. 2. 3 -----						
2. 2. 4 -----						
2. 2. 5 -----						

» Produit 2.3:

2. 3	Indicateur s <i>Décrivez l'indicateur</i>	Indicateur de base <i>Indiquez la valeur de base de l'indicateur</i>	Cible de fin de projet <i>Indiquez la valeur cible de l'indicateur à la fin du projet</i>	Progrès des l'indicateu rs pour la période de référence <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur pour la période de rapport</i>	Progrès de l'indicateu r depuis le début du projet <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur, cummulatif depuis le debut du projet</i>	Raisons pour les retards ou changeme nts (s'il y en a) <i>Expliquez les raisons pour des deviations ou autre changements à l'indicateur</i>
2. 3. 1						
2. 3. 2						
2. 3. 3						
2. 3. 4						
2. 3. 5						

» Produit 2.4:

2. 4	Indicateur s <i>Décrivez l'indicateur</i>	Indicateur de base <i>Indiquez la valeur de base de l'indicateur</i>	Cible de fin de projet <i>Indiquez la valeur cible de l'indicateur à la fin du projet</i>	Progrès des l'indicateu rs pour la période de référence <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur pour la période de rapport</i>	Progrès de l'indicateu r depuis le début du projet <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur, cummulatif depuis le debut du projet</i>	Raisons pour les retards ou changeme nts (s'il y en a) <i>Expliquez les raisons pour des deviations ou autre changements à l'indicateur</i>
2. 4. 1						
2. 4. 2						
2. 4. 3						
2. 4. 4						
2. 4. 5						

» Produit 2.5:

2.5	Indicateurs <i>Décrivez l'indicateur</i>	Indicateur de base <i>Indiquez la valeur de base de l'indicateur</i>	Cible de fin de projet <i>Indiquez la valeur cible de l'indicateur à la fin du projet</i>	Progrès des l'indicateurs pour la période de référence <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur pour la période de rapport</i>	Progrès de l'indicateur depuis le début du projet <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur, cummulatif depuis le debut du projet</i>	Raisons pour les retards ou changements (s'il y en a) <i>Expliquez les raisons pour des deviations ou autre changements à l'indicateur</i>
2.5.1						
2.5.2						
2.5.3						
2.5.4						
2.5.5						

» **Résultat 3 : La confiance des communautés à l'égard des Dina et du système de justice formel et les droits des justiciables dont les populations vulnérables sont renforcés grâce à l'opérationnalisation au niveau des collectivités d'un mécanisme de contrôle citoyen (CC) de ces systèmes de justice**

O C 3	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Progrès de l'indicateur pour la période de référence	Progrès de l'indicateur depuis le début du projet	Raisons pour les retards ou changements (s'il y en a)
3.1	Indicateur 3 a Pourcentage des localités des zones d'intervention (communes, districts) où le système de contrôle citoyen des Dina est opérationnel	Non disponible	+70%	50%	50%	Le projet cible 44 districts dans les 8 régions d'intervention pour la mise en œuvre du mécanisme CCAP. Cependant, on n'a pu atteindre que la moitié actuellement, soit 22 districts. Ces zones concernent uniquement 6 des 8 régions, à l'exception d'Ihorombe et d'Androy qui seront pris en compte dans les prochaines activités du cycle 2.

3. 2	Indicateur 3 b : Pourcentage d'acteurs (h/f) qui (i) connaissent et (ii) s'engagent dans le processus de recours en cas d'abus dans l'application des Dina	Non disponible	+70%	Non disponible	Non disponible	Explication: La collecte des données y afférent est en attente du renouvellement des comités exécutifs des Dina pour les régions Androy, Ihorombe, Atsimo Atsinanana, Atsimo Andrefana, Menabe, Anôsy ainsi que des outils de collecte harmonisés par le cabinet FDA, qui seront utilisés par les 5 OSC de mise en oeuvre. Les évaluations seront effectuées pendant les formation des acteurs, les renforcements des KMD, avec les OSC de mise en oeuvre du PNUD.
3. 3	Indicateur 3 c : Niveau de confiance des populations (h/f et jeunes h/f) dans le système des Dinas, dans les régions des zones d'intervention	Non disponible	+80%	63% dont 64% pour les hommes et 63% pour les femmes.	63% dont 64% pour les hommes et 63% pour les femmes.	L'intervention du projet LANDJA a permis d'accroître la confiance des bénéficiaires du système de Dina.
3. 4						
3. 5						

Combien de produits sont définis sous le résultat 3?

1 2 **3** 4 5 Plus de 5

Veuillez lister tous les produits pour le résultat 3

Produit 3.1

Les principes, les mécanismes, les modalités et les outils de contrôle citoyen du Dina et de la justice formelle sont définis et adoptés par les acteurs étatiques et non étatiques, parties prenantes

Produit 3.2

Les mécanismes du contrôle citoyen des systèmes de justice traditionnels et formels sont opérationnels et pérennes

Produit 3.3

Les capacités/l'expertise des acteurs étatiques et non étatiques dans le processus de recours en cas d'abus sont renforcées pour un engagement harmonisé de ces acteurs

Produit 3.4

Produit 3.5

Autres Produits

Si le résultat 3 a plus de 5 produits, veuillez énumérer les produits restants ici.

Pour chaque produit, et en utilisant le cadre des résultats du projet, fournissez une mise à jour sur les progrès réalisés par rapport à tous les indicateurs de produit.

» Produit 3.1: Les principes, les mécanismes, les modalités et les outils de contrôle citoyen du Dina et de la justice formelle sont définis et adoptés par les acteurs étatiques et non étatiques, parties prenantes

3. 1	Indicateur s <i>Décrivez l'indicateur</i>	Indicateur de base <i>Indiquez la valeur de base de l'indicateur</i>	Cible de fin de projet <i>Indiquez la valeur cible de l'indicateur à la fin du projet</i>	Progrès des l'indicateu rs pour la période de référence <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur pour la période de rapport</i>	Progrès de l'indicateu r depuis le début du projet <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur, cummulatif depuis le début du projet</i>	Raisons pour les retards ou changeme nts (s'il y en a) <i>Expliquez les raisons pour des deviations ou autre changements à l'indicateur</i>
3. 1. 1	Indicateur 3.1.1 : Nombre de Dina et de services de justice formelle ayant été évalué avec le mécanisme/outils CCAP mis à jour dans les zones d'intervention	TBD	16 (2 par région)	07	07	Nous avons évalué un (01) Dina par région, sauf à Anosy qui en possède deux. Puisque le Dinan'i Androy vient d'être homologué, il sera intégré dans l'évaluation dans les prochaines activités du cycle qui suit.
3. 1. 2	Indicateur 3.1.2 : Proportion de jeunes et de femmes ayant participé dans la définition du mécanisme/outils CCAP au niveau Dina et services de justice formelle mis à jour	TBD	35% (Jeunes) ; 40% (Femmes)	48% (Jeunes) 23% (Femmes)	48% (Jeunes) 23% (Femmes)	Les cibles ne sont pas atteintes pour les femmes car les activités les concernant sont réalisées au début du projet où leur engagement dans le Dina se heurtait encore à plusieurs obstacles.
3. 1. 3						

3. 1. 4						
3. 1. 5						

» **Produit 3.2: Les mécanismes du contrôle citoyen des systèmes de justice traditionnels et formels sont opérationnels et pérennes**

3. 2	Indicateur s <i>Décrivez l'indicateur</i>	Indicateur de base <i>Indiquez la valeur de base de l'indicateur</i>	Cible de fin de projet <i>Indiquez la valeur cible de l'indicateur à la fin du projet</i>	Progrès des l'indicateu rs pour la période de référence <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur pour la période de rapport</i>	Progrès de l'indicateu r depuis le début du projet <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur, cummulatif depuis le début du projet</i>	Raisons pour les retards ou changeme nts (s'il y en a) <i>Expliquez les raisons pour des deviations ou autre changements à l'indicateur</i>
3. 2. 1	Indicateur 3.2.1 Pourcentage de décisions des Comités Exécutifs des Dina exemptes de dispositions contraires à la législation et aux normes des droits humains (y compris les discriminations basées sur le genre)	TBD	100%	Non Disponible	Non Disponible	Les données sur cet indicateur dépendent des interventions du projet qui consiste à renouveler les KMD, les former et les suivre dans la prise de décision qui sont liés évitement à des cas à traiter s'il y'a. Ces activités sont en cours avec les OSCs recrutées et comme expliqué dans les rapports précédents, le recrutement de ces OSCs a connu des retards liés à des procédures et exigences à respecter. Les collectes des données seront utilisés par les 5 OSC de mise en oeuvre.

3. 2. 2	Indicateur 3.2.2 Nombre de jeunes (h/f) et de femmes ayant été impliqué dans la mise en œuvre du mécanisme/outils CCAP au niveau Dina et services de justice formelle	TBD	500 Jeunes (40% de femmes et 40% d'hommes); 1000 femmes	610 Jeunes (44% de femmes et 56% d'hommes) ; 470 femmes.	624 Jeunes (44% de femmes et 56% d'hommes) ; 481 femmes	On a déjà atteint plus de valeurs cibles compte tenu de la sensibilisation effectuée auprès des jeunes et des femmes. Les activités qui vont venir compléteront l'écart des effectifs des femmes à atteindre.
3. 2. 3						
3. 2. 4						
3. 2. 5						

» **Produit 3.3: Les capacités/l'expertise des acteurs étatiques et non étatiques dans le processus de recours en cas d'abus sont renforcées pour un engagement harmonisé de ces acteurs**

3. 3	Indicateur s <i>Décrivez l'indicateur</i>	Indicateur de base <i>Indiquez la valeur de base de l'indicateur</i>	Cible de fin de projet <i>Indiquez la valeur cible de l'indicateur à la fin du projet</i>	Progrès des l'indicateu rs pour la période de référence <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur pour la période de rapport</i>	Progrès de l'indicateu r depuis le début du projet <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur, cummulatif depuis le début du projet</i>	Raisons pour les retards ou changeme nts (s'il y en a) <i>Expliquez les raisons pour des deviations ou autre changements à l'indicateur</i>
3. 3. 1	Indicateur 3.3.1 Pourcentage des observateurs des droits humains formés se sentant confiants à constituer un mécanisme d'alerte précoce de conflits à travers le monitoring et le reporting sur le respect des droits humains dans l'application des Dina	TBD	75%	71,33%	49,95% 2024 : 28,57% 2025 : 71,33%	Pour l'année 2025, à la suite des renforcements de capacités des ORDH en matière de monitoring de janvier à mars et des bootcamps en droits humains organisés dans les 8 régions, 71,33% (199 jeunes observateurs sur 277) ont confirmé se sentir confiants à constituer un mécanisme d'alerte précoce de conflits à travers le monitoring et le reporting sur le respect des droits humains dans l'application des Dina

3. 3. 2	Indicateur 3.3.2 Pourcentage de cas traités par les autorités étatiques après soumission/suivi des Comités de paix en tant que mécanisme de prévention et de gestion des conflits afférents à l'application des Dina	Non Disponible	75%	26,18%	26,18%	Sur 183 cas de préoccupation en droits humains signalés durant l'année, 50 ont été traités par les Comités de Paix au niveau régional.
3. 3. 3	Indicateur 3.3.3 Mécanismes d'alerte précoce de conflits, de dénonciation et de protection en cas d'atteinte aux ou de violation des droits humains identifiés, mis en place et opérationnels	Non Disponible	8	6	7	Le mécanisme est actif dans toutes les régions sauf à Anosy où le comité de paix n'a pas encore entamé la résolution des cas rapportés par l'observatoire local en raison d'un suivi et d'un leadership encore limités de la part de l'ORDH Anosy dans le traitement de ces dossiers.
3. 3. 4						
3. 3. 5						

» Produit 3.4:

3. 4	Indicateur s <i>Décrivez l'indicateur</i>	Indicateur de base <i>Indiquez la valeur de base de l'indicateur</i>	Cible de fin de projet <i>Indiquez la valeur cible de l'indicateur à la fin du projet</i>	Progrès des l'indicateu rs pour la période de référence <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur pour la période de rapport</i>	Progrès de l'indicateu r depuis le début du projet <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur, cummulatif depuis le debut du projet</i>	Raisons pour les retards ou changeme nts (s'il y en a) <i>Expliquez les raisons pour des deviations ou autre changements à l'indicateur</i>
3. 4. 1						
3. 4. 2						
3. 4. 3						
3. 4. 4						
3. 4. 5						

» Produit 3.5:

3.5	Indicateurs <i>Décrivez l'indicateur</i>	Indicateur de base <i>Indiquez la valeur de base de l'indicateur</i>	Cible de fin de projet <i>Indiquez la valeur cible de l'indicateur à la fin du projet</i>	Progrès des l'indicateurs pour la période de référence <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur pour la période de rapport</i>	Progrès de l'indicateur depuis le début du projet <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur, cummulatif depuis le début du projet</i>	Raisons pour les retards ou changements (s'il y en a) <i>Expliquez les raisons pour des déviations ou autres changements à l'indicateur</i>
3.5.1						
3.5.2						
3.5.3						
3.5.4						
3.5.5						

» Résultat 4 :

O C 4	Indicateu rs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Progrès de l'indicate ur pour la période de référence	Progrès de l'indicate ur depuis le début du projet	Raisons pour les retards ou changem ents (s'il y en a)
4. 1						
4. 2						
4. 3						
4. 4						
4. 5						

Combien de produits sont définis sous le résultat 4?

12345Plus de 5

Veuillez lister tous les produits pour le résultat 4

Produit 4.1

Produit 4.2

Produit 4.3

Produit 4.4

Produit 4.5

Autres Produits

Si le résultat 4 a plus de 5 produits, veuillez énumérer les produits restants ici.

Pour chaque produit, et en utilisant le cadre des résultats du projet, fournissez une mise à jour sur les progrès réalisés par rapport à tous les indicateurs de produit.

» Produit 4.1:

4.1	Indicateurs <i>Décrivez l'indicateur</i>	Indicateur de base <i>Indiquez la valeur de base de l'indicateur</i>	Cible de fin de projet <i>Indiquez la valeur cible de l'indicateur à la fin du projet</i>	Progrès des indicateurs pour la période de référence <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur pour la période de rapport</i>	Progrès de l'indicateur depuis le début du projet <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur, cummulatif depuis le début du projet</i>	Raisons pour les retards ou changements (s'il y en a) <i>Expliquez les raisons pour des déviations ou autres changements à l'indicateur</i>
4.1.1						
4.1.2						
4.1.3						
4.1.4						
4.1.5						

» Produit 4.2:

4.2	Indicateurs <i>Décrivez l'indicateur</i>	Indicateur de base <i>Indiquez la valeur de base de l'indicateur</i>	Cible de fin de projet <i>Indiquez la valeur cible de l'indicateur à la fin du projet</i>	Progrès des l'indicateurs pour la période de référence <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur pour la période de rapport</i>	Progrès de l'indicateur depuis le début du projet <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur, cummulatif depuis le debut du projet</i>	Raisons pour les retards ou changements (s'il y en a) <i>Expliquez les raisons pour des deviations ou autre changements à l'indicateur</i>
4.2.1						
4.2.2						
4.2.3						
4.2.4						
4.2.5						

» Produit 4.3:

4.3	Indicateurs <i>Décrivez l'indicateur</i>	Indicateur de base <i>Indiquez la valeur de base de l'indicateur</i>	Cible de fin de projet <i>Indiquez la valeur cible de l'indicateur à la fin du projet</i>	Progrès des l'indicateurs pour la période de référence <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur pour la période de rapport</i>	Progrès de l'indicateur depuis le début du projet <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur, cummulatif depuis le debut du projet</i>	Raisons pour les retards ou changements (s'il y en a) <i>Expliquez les raisons pour des deviations ou autre changements à l'indicateur</i>
4.3.1						
4.3.2						
4.3.3						
4.3.4						
4.3.5						

» Produit 4.4:

4.4	Indicateurs <i>Décrivez l'indicateur</i>	Indicateur de base <i>Indiquez la valeur de base de l'indicateur</i>	Cible de fin de projet <i>Indiquez la valeur cible de l'indicateur à la fin du projet</i>	Progrès des l'indicateurs pour la période de référence <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur pour la période de rapport</i>	Progrès de l'indicateur depuis le début du projet <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur, cummulatif depuis le debut du projet</i>	Raisons pour les retards ou changements (s'il y en a) <i>Expliquez les raisons pour des deviations ou autre changements à l'indicateur</i>
4.4.1						
4.4.2						
4.4.3						
4.4.4						
4.4.5						

» **Produit 4.5:**

4. 5	Indicateur s <i>Décrivez l'indicateur</i>	Indicateur de base <i>Indiquez la valeur de base de l'indicateur</i>	Cible de fin de projet <i>Indiquez la valeur cible de l'indicateur à la fin du projet</i>	Progrès des l'indicateu rs pour la période de référence <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur pour la période de rapport</i>	Progrès de l'indicateu r depuis le début du projet <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur, cummulatif depuis le debut du projet</i>	Raisons pour les retards ou changeme nts (s'il y en a) <i>Expliquez les raisons pour des deviations ou autre changements à l'indicateur</i>
4. 5. 1						
4. 5. 2						
4. 5. 3						
4. 5. 4						
4. 5. 5						
<div>Si le projet comporte plus de 4 résultats, utilisez cet espace pour décrire les progrès réalisés sur les indicateurs des résultats restants.</div> <div></div>						

Partie III: Questions transversales

Le projet prévoit-il d'organiser des événements au cours des six prochains mois, par exemple : les dialogues nationaux, les congrès des jeunes, les projections de films

Si oui, indiquez combien d'événements, at pour chacun, la date approximative et une brève description, inculant les objectifs, l'audience cible et le lieu (si connu)

Événements	Titre de l'événement	Date (peut être approximative)	Lieu (Si connu)	Audience cible	Objectifs (900 caractères)
Événement 1	Lancement du Dinan'Androy nouvellement homologué	14 Novembre	Ambovombe	KMD, Communautés, parties prenantes nationales et régionales, OSC	Cet événement vise à marquer officiellement l'entrée en vigueur du Dina, à renforcer la légitimité du processus de révision et d'homologation, et à mobiliser l'ensemble des parties prenantes régionales autour d'un engagement commun pour sa mise en œuvre effective sur l'ensemble du territoire concerné.
Événement 2	Journée internationale des droits humains	10 décembre 2025	Antananarivo	Acteurs étatiques, OSC, femmes, jeunes, jeunes défenseurs en droits humains	Les thématiques abordées dans le cadre du projet y seront vulgarisées, notamment l'accès à la justice, l'égalité devant la justice, et le respect de la dignité humaine dans l'application des deux systèmes de justice. Une démystification des pratiques associées à la justice traditionnelle sera faite en sus en vue de sensibiliser les citoyens aux problèmes et aux préoccupations des droits humains dans ce cadre.
Événement 3	3ème réunion du comité de projet	27 Novembre 2025	Antananarivo	Membres du comité de projet, autorités administratives locales	Faire le point sur l'état d'avancement de la mise en œuvre du projet pour une meilleure implication et appropriation des parties prenantes dans la mise en œuvre, le suivi et l'assurance qualité des activités du projet.
Événement 4					

Impact Humain

Cette section s'intéresse à l'impact humain du projet. Indiquez le nombre de parties prenantes clés du projet, et pour chacune, décrivez brièvement:

- i. Les défis auxquels elles faisaient face avant le début du projet
- ii. L'impact du projet sur leur vies
- iii. Partagez, si possible, une citation ou un témoignage d'un représentant de chacune des parties prenantes

Il s'agit d'une question facultative. Vous pouvez la laisser sans réponse si elle n'est pas pertinente

Impact Humain	Partie Prenante	Quel est l'impact du projet sur leur vies?	Partagez, si possible, une citation ou un témoignage d'un représentant de chacune des parties prenantes
1	Monsieur Rasolondraibe Germain, Directeur de l'Administration Générale et de la Région d'Androy (DAGR) pendant un interview avec les médias locaux	Le projet transforme progressivement la vie des communautés de la région d'Androy. En facilitant l'accès à un cadre juridique local, reconnu par les autorités et adapté aux réalités du terrain, il permet aux populations de mieux faire face aux défis quotidiens. La relance du Dinan'Androy et son processus d'homologation ont renforcé les capacités locales à prévenir et résoudre les conflits, à promouvoir la paix sociale. Grâce à l'appui technique et financier du PNUD, ce processus a été mené de manière participative, impliquant tous les acteurs concernés. Cela a permis une meilleure appropriation du Dina par les communautés, renforçant ainsi leur cohésion et leur autonomie.	« Les articles du Dinan'Androy étaient devenus obsolètes, notamment en matière de lutte contre les violences basées sur le genre et de protection de l'environnement. Face à ces constats, nous en tant qu'autorités régionales avons décidé de redynamiser le Dina en organisant des concertations au niveau des districts et de la région, afin d'aboutir à son homologation. Nous exprimons notre profonde gratitude au PNUD pour son appui technique et financier tout au long de ce processus, témoignant d'une solide collaboration en faveur de la cohésion sociale et de la paix. Enfin, nous appelons la communauté à s'approprier le Dina, un outil essentiel pour renforcer notre respect mutuel et construire une société harmonieuse. » Lien de la vidéo: https://www.facebook.com/share/v/16f3bsuoj9/

2	ONDH (Observatoire National des Droits de l'Homme)	<p>Les actions de renforcement menées dans les 8 régions ont permis à de jeunes leaders, en particulier des femmes, de passer d'un sentiment d'impuissance à une réelle capacité d'agir face aux préoccupations des droits humains.</p> <p>Autrefois démunis, ces jeunes engagés dans des associations sont aujourd'hui formés, outillés et confiants. Ils peuvent désormais identifier, signaler et agir efficacement contre les abus, devenant ainsi des acteurs clés du changement dans leurs communautés.</p> <p>Les autorités locales et les comités de paix bénéficient également de cette dynamique : grâce aux signalements venus du terrain, ils peuvent intervenir plus rapidement et de manière plus ciblée.</p> <p>Ce changement a aussi un impact fort sur les femmes et les filles, qui, souvent réduites au silence, trouvent aujourd'hui des espaces d'écoute, de soutien et de reconnaissance.</p>	<p>« Autrefois impuissante face aux préoccupations des droits humains dans ma communauté, je me sens aujourd'hui soulagée et confiante grâce à la possibilité de les dénoncer via votre mécanisme d'alerte précoce. »</p> <p>(Jeune fille, leader d'association, participante de l'atelier sur le monitoring à Ihorombe du 20 au 22 février 2025)</p>
---	--	---	---

3	ONDH (Coordonateur régional de la région de Sofia)	<p>La crise de septembre 2025 a révélé la force du changement à l'œuvre dans la région de Sofia.</p> <p>Face à l'arrestation de 11 manifestants le 29 septembre, les jeunes observateurs et les membres du comité de paix régional ont su activer les liens de confiance établis avec les autorités locales. Grâce à ce dialogue ouvert avec le gouverneur, les tensions ont pu être désamorçées rapidement. Ce moment a marqué un tournant : les jeunes ont pu faire entendre leur voix et défendre leur droit fondamental à manifester. Leur mobilisation, soutenue par les ORDH et les comités de paix, a permis d'obtenir la libération des manifestants – un acte fort qui témoigne de l'efficacité du dialogue et de la médiation.</p> <p>Ce succès illustre le pouvoir transformateur de l'engagement citoyen et du partenariat entre la société civile et les institutions. Il montre que lorsque les jeunes sont formés, écoutés et soutenus, ils deviennent des acteurs clés de la paix et de la justice dans leur région.</p> <p>.</p>	<p>« Jamais je n'aurais imaginé que les jeunes pouvaient avoir une telle force, surtout dans une région aussi reculée que la nôtre. Grâce aux renforcements de capacités reçus et au réseautage développé, nous avons gagné en assurance. À la tête de notre petite organisation de jeunes, nous avons eu le courage et les mots justes pour plaider auprès du gouverneur en faveur de la libération des jeunes manifestants.»</p> <p>(Coordonateur régional de l'observatoire de Sofia)</p>
---	--	---	--

4	Agent responsable de mise en œuvre du mécanisme CCAP à Sofia	<p>Depuis mai 2025, une nouvelle dynamique de gouvernance locale est en marche dans la commune d'Ambohitoaka, région Sofia.</p> <p>La collaboration entre les autorités locales et les membres du Comité de mise en œuvre du Dina (KMD) s'est intensifiée grâce à l'instauration de réunions mensuelles. Ces rencontres sont devenues de véritables espaces de dialogue, de coordination et de prise de décision collective.</p> <p>Autour de la table : les chefs des 22 fokontany, le maire et ses adjoints, le chef de la gendarmerie, le délégué et les représentants du tribunal.</p> <p>Ensemble, ils analysent la situation locale, identifient les défis et construisent des réponses concertées, ancrées dans les réalités sociales du territoire.</p> <p>Cette gouvernance partagée porte déjà ses fruits : le climat sécuritaire s'est nettement amélioré, et une dynamique locale positive s'est installée.</p> <p>Les communautés vivent dans un environnement plus apaisé, où la sécurité et la cohésion sociale progressent durablement.</p>	<p>Publication Facebook LANDJA du Octobre 2025.</p> <p>https://www.facebook.com/landja.mada</p> <p>(05</p>	
---	--	---	---	--

En plus de l'impact spécifique aux parties prenantes décrit dans les questions précédents, vous pouvez utiliser cet espace pour décrire tout autre impact humain du projet

Veuillez limiter votre réponse à 4000 caractères

Herline, Participante aux jeux communautaires animés par l'association AJADPS dans la commune Ankaramena, district Tolagnaro et région Anosy

Impact du projet sur leur vie: La campagne de sensibilisation communautaire menée par le projet LANDJA a enclenché une dynamique de transformation sociale.

En s'appuyant sur les radios locales, le projet a diffusé des émissions interactives, des sketches et des messages ciblés pour encourager la participation active des femmes dans la gouvernance du Dina.

Ces programmes ont permis à de nombreuses femmes de prendre conscience de leurs droits et de leur rôle possible au sein du Comité de mise en œuvre du Dina (KMD) ou en tant qu'utilisatrices des services du Dina.

Dans un contexte où les femmes étaient souvent tenues à l'écart des espaces de décision, cette initiative a ouvert la voie à un changement profond : les femmes reprennent confiance, s'expriment davantage et s'engagent activement dans la vie communautaire.

Citation: "J'ai appris aujourd'hui que nous, les femmes, avons le droit de parole, de poser des questions, de demander des comptes sur le Dina. Et à partir d'aujourd'hui, je vais utiliser mon droit".

<https://www.facebook.com/landja.mada>.

Interview avec Herline lors du jeu communautaire à Ankaramena.

Vous pouvez également joindre un maximum de 3 fichiers dans différents formats (fichiers image, powerpoint, pdf, vidéo, etc.) pour illustrer l'impact humain du projet

OPTIONAL

Fichier 1

OPTIONAL

[Click here to upload file. \(< 10MB\)](#)

Fichier 2

OPTIONAL

[Click here to upload file. \(< 10MB\)](#)

Fichier 3

OPTIONAL

[Click here to upload file. \(< 10MB\)](#)

Vous pouvez également ajouter jusqu'à 3 liens vers des ressources en ligne qui illustrent l'impact humain du projet

OPTIONAL

Lien 1

OPTIONAL

Lien 2

OPTIONAL

Lien 3

OPTIONAL

Veuillez cocher le changement applicable en fonction du récit ci-dessus.

Comment nous avons travaillé: *

Veuillez sélectionner jusqu'à 3.

- ☐ Numérisation améliorée
- ☐ Des méthodes de travail innovantes
- ☐ Ressources supplémentaires mobilisées
- ☐ Cadres politiques améliorés ou initiés
- ☒ Capacités renforcées
- ☒ Partenariat avec des organisations locales de la société civile
- ☐ Élargir les coalitions et galvaniser la volonté politique
- ☐ Renforcer les partenariats avec les institutions financières internationales (IFIS)
- ☐ Renforcement des partenariats au sein des agences des Nations Unies

Veuillez expliquer l'une des options sélectionnées

Veuillez limiter votre réponse à 3000 caractères

Les réseaux de jeunes d'OBS Mada, partenaires de MSIS Tatao, franchissent une nouvelle étape dans leur professionnalisation. À la suite de leur autoévaluation (OCAT), une formation ciblée en gestion financière et comptable a été organisée en mai dans les régions d'Anosy, Sofia et Menabe. Cette initiative a permis aux jeunes leaders d'identifier leurs besoins, de renforcer leurs compétences et de structurer davantage leur gestion des ressources. Ce processus d'apprentissage a marqué un tournant : les jeunes sont désormais mieux outillés pour assurer une gestion rigoureuse et transparente de leurs activités. En parallèle, ils poursuivent leurs missions de suivi et contribuent activement à la mise en œuvre des interface meetings, renforçant ainsi leur rôle dans la gouvernance locale. Ce changement illustre la montée en compétences d'une jeunesse engagée, capable d'agir avec professionnalisme et impact au service de leurs communautés.

171 jeunes leaders issus de 140 entités associatives et observatoires régionaux ont vu leurs capacités améliorées en matière de monitoring et de reporting des préoccupations liées aux droits humains. Grâce à cette formation déployée dans les 8 zones du projet, ils sont désormais mieux outillés pour documenter, signaler et contribuer à la prévention des préoccupations dans leurs communautés.

Veillez expliquer l'une des options sélectionnées

Veillez limiter votre réponse à 3000 caractères

Le projet consolide une approche fondée sur le partenariat avec les organisations locales de la société civile et le renforcement des capacités pour impulser un changement durable dans les régions d'intervention.

- **En s'appuyant sur les réseaux de jeunes d'OBS Mada, le projet favorise l'émergence d'une jeunesse engagée et structurée. Actuellement actifs dans cinq régions (Atsimo Atsinanana, Atsimo Andrefana, Menabe, Haute Matsiatra, Sofia), ces réseaux sont prêts à étendre leur action dans les régions d'Androy et d'Ihorombe, renforçant ainsi leur ancrage territorial et leur impact.**

- **La participation de 140 associations et entités à la formation des ORDH sur le suivi des préoccupations en matière de droits humains a permis d'élargir et de dynamiser le réseau des ORDH. Cette expansion renforce le mécanisme d'alerte précoce et de prévention des conflits, en s'appuyant sur une veille citoyenne plus dense et mieux outillée.**

- **Le partenariat stratégique avec cinq organisations de la société civile (OSC), réparties dans les huit régions d'intervention, constitue un levier essentiel pour la mise en œuvre du Dina. Ces OSC – Magnavotra (Sofia), CODE Menabe (Menabe), ACDEM (Haute Matsiatra et Atsimo Atsinanana), Magnasoa (Androy et Anôsy), et Sedera (Atsimo Andrefana et Ihorombe) – assurent la coordination entre les parties prenantes (tribunaux, autorités administratives, collectivités, communautés) pour garantir un processus participatif, conforme à la législation nationale et aux normes internationales des droits humains. Elles veillent également à la sécurisation juridique des décisions prises par les comités exécutifs du Dina, renforçant ainsi la légitimité et l'effectivité de ce mécanisme local.**

- **À l'échelle nationale, MSIS Tatao collabore avec deux OSC clés : l'ONG Ivorary, en charge de la mise en œuvre des mécanismes de Contrôle Citoyen de l'Action Publique (CCAP), et l'ONG SIOKA, responsable de la campagne de communication et d'éducation citoyenne. Ensemble, elles contribuent à renforcer la participation citoyenne et la redevabilité des institutions.**

Ces synergies témoignent d'un changement systémique en cours, où les acteurs locaux, jeunes, OSC et institutions, co-construisent des solutions durables pour une gouvernance plus inclusive, transparente et respectueuse des droits humains

Veillez expliquer l'une des options sélectionnées

Veillez limiter votre réponse à 3000 caractères

Avec qui travaillons-nous *

- ☐ Renforcement des partenariats avec les IFI
- ☒ Renforcement des partenariats au sein des agences des Nations Unies
- ☒ Partenariat avec des organisations locales de la société civile
- ☐ En partenariat avec le milieu universitaire/académique local
- ☐ En partenariat avec des entités infranationales
- ☒ En partenariat avec des entités nationales
- ☒ En partenariat avec des volontaires locaux

Expliquez, s'il vous plaît

Veuillez limiter votre réponse à 3000 caractères

Renforcement des partenariats entre les agences des Nations Unies :

Les agences des Nations Unies récipiendaires du projet (PNUD et HCDH) ainsi que l'ONG MSIS Tatao ont travaillé en synergie pour renforcer leur collaboration et améliorer la coordination de la mise en œuvre des activités du projet. Cette collaboration est renforcée à travers des réunions de coordination tournante mensuellement et à travers les équipes sur le terrain. Ce partenariat inter-agences a permis une approche plus intégrée et harmonisée des actions menées et un partage des connaissances surtout sur les aspects droits humains et les mécanismes de contrôle citoyen.

Partenariat avec des organisations locales de la société civile:

À partir de l'élargissement du réseau établi par l'ONDH, les jeunes et les membres de 140 associations et entités de la société civile ont vu leurs capacités renforcées en matière de suivi des droits humains, grâce à des formations intensives menées durant le premier trimestre de l'année 2025. Cette initiative a permis aux bénéficiaires de mieux comprendre et de suivre la situation des droits humains dans leurs communautés, les dotant ainsi des outils nécessaires pour agir et intervenir efficacement.

De plus, grâce à la contractualisation du PNUD avec cinq OSC partenaires dans les huit régions d'intervention, les équipes locales ont bénéficié d'un renforcement de leurs compétences en septembre 2025. Cette formation, axée sur les mécanismes de la justice traditionnelle, a permis aux OSC de mieux se conformer aux procédures et normes du PNUD, tout en assurant que leurs actions atteignent les résultats concrets escomptés pour les communautés locales.

En partenariat avec des entités nationales:

Deux entités nationales dont l'ONG Ivorary et l'ONG Sioka sont en partenariat avec MSIS Tatao dans la mise en œuvre d'une part des mécanismes CCAP et d'autre part la campagne de communication et d'éducation citoyenne.

En partenariat avec des volontaires locaux:

Le PNUD fonde ses activités terrain sur 8 volontaires (5 femmes et 3 hommes) recrutés dans les 8 régions d'interventions comme des spécialistes en appui aux mécanismes de justice. Leur connaissance des zones et des acteurs facilite une pénétration du projet dans les zones d'interventions et renforcent la collaboration avec les acteurs de ces zones.

De même, pour renforcer la prise de responsabilité des jeunes, MSIS Tatao travaille avec certains membres d'OSC locales dans l'esprit de volontariat. Ils pourront dans ce cas gagner des expériences et des relations en échange grâce aux responsabilités qu'ils prennent dans le cadre de la consolidation de la paix à travers le Dina.

Par ailleurs, l'ONDH regroupe des bénévoles afin d'assurer les signalements des cas de préoccupations en droits humains au niveau des zones cibles du projet.

Leave no one behind – Ne laisser personne de côté

Sélectionner tous les bénéficiaires ciblés par les ressources PBF, comme décrit dans le document projet *

Obligatoire

- ☐ Persons sans-emploi (Chômeurs)
- ☒ Minorités (ex. race, origine ethnique, linguistique, religion, etc.)
- ☐ Communautés autochtones
- ☒ Personnes handicapées
- ☒ Personnes touchées par la violence (par exemple, VBG)
- ☒ Femmes
- ☒ Jeunesse
- ☐ Enfants
- ☐ Minorités liées à l'orientation sexuelle et/ou à l'identité et à l'expression de genre
- ☐ Personnes vivant dans et autour des zones frontalières
- ☐ Personnes touchées par des catastrophes naturelles
- ☐ Personnes affectées par les conflits armés
- ☐ Personnes déplacées internes, réfugiés ou migrants

Partie IV : Suivi, Évaluation et Conformité

» Suivi

Indiquez les activités de suivi conduites dans la période du rapport *

Veuillez limiter votre réponse à 3000 caractères

Cette année 2025, le projet a pu conduire des activités de suivi à savoir :

- Une mission de suivi sur terrain de la collecte des données des 3 études (baseline, audit juridique, étude socio-anthropologique) a été effectuée par HCDH au niveau de 4 zones, notamment la région d'Androy du 19 au 21 mars, et celles de Menabe, Atsimo Andrefana et Atsimo Atsinanana du 25 au 29 mars 2025.
- Juillet 2025: Les restitutions régionales des résultats provisoires des 3 études combinées dans les 8 régions afin de confronter et valider les résultats préliminaires des 3 études auprès des représentants des groupes cibles enquêtés, en vue de les compléter, renforcer leur légitimité, formuler des plans d'actions adaptés à chaque région pilote, et améliorer la stratégie de communication du projet.
- Mission de suivi effectué par l'équipe Oversight du PNUD dans la région Atsimo Andrefana en Juillet 2025, rencontre avec les KMD, les autorités régionales d'Androy, Anôsy, Atsimo Andrefana
- Mission de suivi et d'appui dans la région Ihorombe le 16 et 18 septembre 2025, visant à renforcer la branche régionale de l'ONDH, désormais dirigée par une nouvelle coordinatrice.
- Pour les mécanismes de CCAP, le suivi des activités mises en œuvre au niveau régional est confié à l'OSC collaboratrice. Elle assure le suivi et accompagnement des OSC dans la conduite des activités, en l'occurrence de l'évaluation de progrès en matière de gouvernance de Dina.
- En outre, les membres des OSC locales, notamment ceux qui sont dans les communes (Technicien Animateur) sont chargés de suivre le fonctionnement de dina et son évolution au niveau des communes
- Pour un meilleur suivi des résultats, un comité de suivi des plans d'action par Dina au niveau de chaque commune à été instauré dans le cadre de contrôle citoyen des actions publiques. Au moins, 20% des membres du comité sont des femmes.

Est-ce que les indicateurs des résultats ont des bases de référence ? *

Si seulement certains des indicateurs de résultats ont des lignes de base, sélectionnez 'oui'

- ☒ Oui
- ☐ Non

Dans l'affirmative, veuillez fournir une brève description. Si ce n'est pas le cas, expliquez pourquoi et quand ils seront disponibles.

Veuillez limiter votre réponse à 3000 caractères

L'étude sur les bases de référence a permis d'établir l'état initial des Dina et de leur articulation avec la justice étatique, en mesurant les pratiques, perceptions et écarts observés dans les différentes régions en fournissant des données tant quantitatives que qualitatives des indicateurs du projet. Suite à la collecte de données effectuée en Mars 2025, les restitutions régionales des résultats provisoires dans les 8 régions effectuées en Juillet 2025 ont permis de confronter et valider les résultats préliminaires auprès des acteurs étatiques et judiciaires, des OSC, des bénéficiaires. La version provisoire est actuellement disponible et en attente de la validation nationale. Cette validation nationale des 3 études, y compris de l'étude de référence prévu en octobre est reporté pour fin novembre 2025 à cause des événements socio-politiques.

Précisez quelles sources de preuves on été utilisées pour rendre compte des indicateurs (et sont disponibles sur demande) :

Veuillez limiter votre réponse à 3000 caractères

Les sources de preuves utilisées pour rendre compte des indicateurs s'appuient sur une variété de sources de données afin de garantir exhaustivité, fiabilité et pertinence. Il s'agit des études, telles que l'étude de référence, le mécanisme de suivi communautaire. Chaque OSC de mise en oeuvre du PNUD ont pu établir des plans de suivi évaluation, et possèdent des circuits de collecte de données. Un outil de suivi spécifique a été conçu pour offrir une vue d'ensemble de la performance du projet. Cet outil a permis d'identifier rapidement les indicateurs atteints, en progression ou stagnants, facilitant ainsi la prise de décisions informées tout au long de la mise en oeuvre. De plus, les données sont collectées à partir des outils spécifiques à chaque volet au cours de l'exécution des activités, lors des missions de suivi sur le terrain, en recueillant les moyens de vérification (comme les fiches de présence, rapports d'activités, rapports de mission, témoignages des bénéficiaires et parties prenantes, ainsi que des photographies).

Le projet a-t-il lancé des enquêtes de perception ou d'autres collectes de données aux niveaux de résultat ?

L'enquête de perception est une collecte formelle d'informations auprès d'un échantillon de répondants sélectionnés au hasard par le biais de leurs réponses à des questions standardisées. Voir la note d'orientation du PBF pour plus d'informations.

[link](#)

☒ Oui

☐ Non

Veuillez décrire brièvement.

Veuillez limiter votre réponse à 3000 caractères

Oui, le projet a réalisé une évaluation simplifiée de la progression des efforts et de leurs impacts sur les services des Dina à travers les mécanismes de Contrôle Citoyen. Chaque cycle du mécanisme de Contrôle Citoyen se conclut par une évaluation visant à mesurer l'évolution et l'impact des efforts entrepris. À cette fin de ce premier cycle, une enquête qualitative d'appréciation a été conduite auprès des bénéficiaires afin de recueillir leurs avis et perceptions sur la mise en œuvre des mécanismes de contrôle impliquant les citoyens et sur leurs effets concrets, y compris ceux de la campagne de communication et d'éducation citoyenne. Cette évaluation participative a permis d'examiner plusieurs aspects clés notamment le fonctionnement général des KMD, la réalisation des plans d'action, l'amélioration des services liés au Dina, la collaboration avec les autorités locales, ainsi que les recommandations pour le projet LANDJA.

Le projet a-t-il utilisé ou mis en place des mécanismes de retour d'information de la communauté ? *

Le mécanisme de feedback communautaire, ou suivi communautaire, est un système organisé permettant aux communautés de participants de surveiller les effets et l'impact locaux d'une intervention. Idéalement, ce système permet à la communauté d'exprimer si ses attentes sont satisfaites et de fournir des suggestions aux décideurs pour un éventuel (re)centrage. Voir la note d'orientation du PBF pour plus d'informations [link](#)

☒ Oui

☐ Non

Veuillez décrire brièvement. *

Veuillez limiter votre réponse à 3000 caractères

Le projet a permis la mise en place d'un mécanisme dénommé Contrôle Citoyen de l'Action Publique (CCAP) qui permet une remontée d'informations sur les actions des comités de dina. De même, 3 mécanismes d'alerte précoce ODH ont été mis en place permettant des alertes en cas d'action de violation des droits humains et le développement d'initiatives pour y remédier. Ainsi, chaque OSC de mise en oeuvre du PNUD a pu instaurer un mécanisme de suivi communautaire participatif dans chaque région ciblée, permettant aux membres de la communauté de s'impliquer activement dans le suivi, l'évaluation et la documentation des apprentissages liés à l'intégration de la justice étatique et traditionnelle. Ce mécanisme repose sur des espaces de dialogue créés entre les Comités exécutifs des Dinas et la communauté, favorisant ainsi les échanges, les débats et la proposition de solutions concrètes.

» Evaluation

Le projet est-il sur la bonne voie pour mener son évaluation ? *

☐ Oui

☐ Non

☒ Pas Applicable

Budget pour évaluation finale (en USD) *

Réponse obligatoire

60000

Si le projet se termine dans les 6 prochains mois, votre prochaine évaluation est-elle sur la bonne voie ?

☐ Oui

☐ Non

☒ Pas Applicable

Décrire les préparatifs pour l'évaluation

Veuillez limiter votre réponse à 3000 caractères

Informations
de contact

Nom

Organisation

Titre d'emploi

Email

Veuillez indiquer la personne de contact responsable du partage du rapport d'évaluation final avec le PBF				
---	--	--	--	--

» Effets catalytiques

Effets catalytiques (financiers): À ce jour, le projet a-t-il mobilisé des ressources financières supplémentaires non liées au FBP ?	*
<input checked="" type="radio"/> Oui <input type="radio"/> Non	
Si oui, combien de subventions ou de donateurs supplémentaires le projet a-t-il suscité ?	*
2	1
Si oui, indiquez le nom de tous les donneurs (agent de financement) et les montants du soutien financier non PBF supplémentaire qui a été obtenu par le projet depuis qu'il a été lancé , ainsi que spécifiquement au cours de la présente période de référence Veuillez indiquer séparément chaque agent de financement et sa contribution.	
Nom de donateur	*
PNUD Madagascar	
Montant mobilisé depuis le début du projet (en dollar USD) Veuillez utiliser un point (.) comme séparateur décimal, au lieu d'une virgule (,).	*
6222,16	
Montant mobilisé sur la période de référence (en dollar USD) Veuillez utiliser un point (.) comme séparateur décimal, au lieu d'une virgule (,).	*
6222,16	2
Si oui, indiquez le nom de tous les donneurs (agent de financement) et les montants du soutien financier non PBF supplémentaire qui a été obtenu par le projet depuis qu'il a été lancé , ainsi que spécifiquement au cours de la présente période de référence Veuillez indiquer séparément chaque agent de financement et sa contribution.	
Nom de donateur	*
PNUD Madagascar	

Montant mobilise depuis le début du projet (en dollar USD) *

Veuillez utiliser un point (.) comme séparateur décimal, au lieu d'une virgule (,).

50000

Montant mobilise sur la période de référence (en dollar USD) *

Veuillez utiliser un point (.) comme séparateur décimal, au lieu d'une virgule (,).

50000

Effet catalytique (non financier) : Le projet a-t-il permis ou créé un changement plus important ou à plus long terme dans la construction de la paix ? *

☒ Oui

☐ Non

Si oui, veuillez sélectionner l'option correspondante ci-dessous : *

☐ Peu d'effet catalytique

☒ Effet catalytique important

Le cas échéant, veuillez décrire comment le projet a eu un effet catalytique (non financier), c'est-à-dire qu'il a éliminé les obstacles au déblocage des processus politiques, institutionnels ou autres de consolidation de la paix bloqués à différents niveaux dans un pays, et/ou créé les conditions nécessaires à la mise en place de nouveaux processus à cette fin

Veuillez limiter votre réponse à 3000 caractères

Durant l'ancien régime, de nombreuses personnes ont été détenues arbitrairement ou pour des motifs politiques, alimentant un profond sentiment d'injustice au sein de la population. Dans un élan d'apaisement social et politique pendant et après la crise de septembre 2025, l'ONDH a initié un partenariat stratégique avec un réseau d'avocats afin d'identifier, documenter et plaider pour la libération immédiate de ces personnes détenues arbitrairement. Cette initiative vise non seulement à rendre justice aux victimes, mais aussi à favoriser l'engagement d'autres acteurs institutionnels et civils dans les efforts de consolidation de la paix déjà en cours. Ainsi, cette action agit comme un levier catalytique, en renforçant la confiance entre citoyens et institutions et en contribuant à la reconstruction d'un climat de paix, de dialogue et de redevabilité à l'échelle nationale.

Durabilité

★

Veuillez décrire les mesures prises pour assurer la pérennisation des acquis de la consolidation de la paix au-delà de la durée du projet

Veuillez limiter votre réponse à 3000 caractères

Le projet prévoit une durabilité à plusieurs niveaux, en impliquant les membres des KMD par région, les organisations de la société civile (OSC) locales partenaires, les autorités traditionnelles, ainsi que les autorités administratives et judiciaires locales et les ministères clés tels que ceux de la justice, de l'Intérieur et de la Décentralisation, et de la sécurité publique. Le projet assurera que les acquis présents et futurs, sous les 3 résultats, seront intégrés dans la réforme du secteur de la justice, notamment à travers des réformes législatives et leur vulgarisation. Le plan de sortie du projet repose sur une stratégie de transfert progressif des compétences et des outils développés (modules de formation, guides, protocoles, bases de données), remis officiellement aux institutions partenaires avec des sessions de formation et la mise en place de comités locaux de suivi. Les OSC et autres structures partenaires du projet (OSC partenaires du PNUD et de MSIS Tatao / les ONDH, ORDH), assureront un rôle de relais technique, de veille, de plaidoyer, en assurant que les autorités traditionnelles seront reconnues comme acteurs clés dans la résolution des conflits.

Ainsi, le renforcement des capacités de mobilisation de ressources des KMD, des comités de paix et des Observateurs des Droits Humains garantira la viabilité financière des actions, notamment à travers les ressources perçues sur les affaires traitées, la recherche de partenariats et de financements complémentaires. Par ailleurs, un document sur les stratégies de recherches d'effet catalytiques a été élaboré afin de stimuler des dynamiques autonomes, reproductibles et durables autour de la justice traditionnelle et de la gouvernance locale, au-delà des résultats prévus du projet.

Y a-t-il d'autres points concernant la mise en œuvre du projet que vous souhaitez partager, y compris sur les besoins en capacité des organisations bénéficiaires?

Veuillez limiter votre réponse à 3000 caractères

Le projet est actuellement en bonne voie, cependant compte tenu de la situation politique actuelle dans le pays, des risques semblent inévitables car l'éventuelle abrogation des autorités locales ou son remplacement dû par le changement de leadership du gouvernement de la refondation actuelle ou par la réforme proposée pourrait compromettre les acquis ou ralentir la progression en matière d'amélioration de la gouvernance du Dina dans le cadre du projet LANDJA.

Activités de suivi et de contrôle

Veuillez décrire les événements clés de surveillance et de contrôle. Veuillez cliquer sur Continuer si aucune activité n'a encore eu lieu.

Événement clé de surveillance et de contrôle	Nom de l'événement	Résumé	Constatations

Événement 1	<p>Du 19 au 21 mars et du 25 au 29 mars 2025 : suivi de la collecte des données des 3 études : étude baseline, audit juridique, étude socio-anthropologique</p>	<p>Les actions faites durant cette activité de suivi ont été :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Participation en tant qu'observateur durant les enquêtes quantitatives et qualitatives - Participation aux recherches pour l'audit juridique ; - Participation aux séances de débriefing avec le cabinet responsable des collectes, échanger sur les impressions à chaud et trouver le meilleur moyen d'atteindre les meilleurs profils de répondants, en cas de réserve ou de résistance de certains d'entre eux. 	<p>Les outils préalablement définis et validés par l'équipe projet ont été utilisés conformément aux prévisions.</p> <p>Les conditions de sécurité ont, dans une certaine mesure, restreint l'accès aux zones sensibles.</p> <p>La diversité des dialectes locaux a été un défi pour la collecte et l'interprétation des données par les enquêteurs.</p>
Événement 2	<p>Les missions de suivi et d'appui en matière de conduite de l'interface meeting dans le cadre du CACP ont été réalisées au mois de mai au niveau des régions.</p>	<p>Les interface meetings consistent en l'organisation de rencontres entre les prestataires et les bénéficiaires des services liés au Dina. À l'issue des échanges autour des résultats de l'évaluation, un plan de recommandations a été élaboré de manière conjointe, accompagné de la mise en place d'un comité de suivi, afin d'assurer une mise en œuvre effective des actions proposées et pour avoir un résultat probant.</p>	<p>Une forte implication des participants a été observée tout au long des activités, comme en témoigne leur prise de parole active et leur engagement au sein du comité de suivi.</p> <p>Par ailleurs, on note une appropriation progressive par les OSC locales des outils du CCAP, traduisant leur montée en compétence dans leur utilisation.</p> <p>Enfin, la mise en place du comité de suivi constitue un levier important pour la concrétisation des actions d'amélioration élaborées de manière conjointe, grâce au suivi régulier assuré par ses membres.</p>

Événement 3	<p>Juillet 2025: Les restitutions régionales des résultats provisoires des 3 études combinées dans les 8 régions afin de confronter et valider les résultats préliminaires des 3 études auprès des représentants des groupes cibles enquêtés, en vue de les compléter, renforcer leur légitimité, formuler des plans d'actions adaptés à chaque région pilote, et améliorer la stratégie de communication du projet.</p>	<p>Ces restitutions régionales ont été réalisées au niveau de 3 axes (Toliara, Antananarivo et Fianarantsoa). Les principaux résultats de ces concertations sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les résultats préliminaires des études (audit juridique, étude socio-anthropologique, baseline) sont validés et enrichis auprès des représentant.e.s des personnes enquêtées au niveau des régions enquêtées ; - Le plan d'action des 03 régions pilotes est actuellement disponible ; - Une proposition d'amélioration de la stratégie de communication du projet est formulée, incluant un plan de vulgarisation des outils inclusifs et équitables issus des études et des concertations, avec des modes d'interaction adaptés à chaque contexte régional et aux besoins exprimés par les différents groupes consultés. 	<p>Les résultats préliminaires ont été complétés et validés par les participants de chaque région.</p>
--------------------	--	---	--

Événement 4	Mission de suivi et d'appui dans la région Ihorombe le 16 et 18 septembre 2025	<p>Les actions réalisées durant cette mission de suivi ont été :</p> <ul style="list-style-type: none"> · Visite des locaux de l'ORDH Ihorombe et rencontre avec les membres existants. · Session de présentation du projet · Séance de formation sur l'utilisation des divers outils de collecte de données, notamment l'application Kobocollect pour signaler les préoccupations des droits humains dans les deux systèmes de justice et le rapportage des activités de l'ORDH · Séance de pratique et de questions-réponses sur l'utilisation de ces outils de collecte. · Présentation des démarches et procédures administratives exigées par le projet. 	<p>Une excellente synergie est observée entre le point focal du PNUD et l'ORDH Ihorombe, qu'il conviendrait de maintenir et de renforcer afin de consolider l'efficacité des interventions sur le terrain.</p> <p>Les observateurs se sont pleinement approprié le mandat de l'ORDH, les rôles et responsabilités qui leur sont confiés, les activités prévues dans le cadre du projet ainsi que les outils de collecte.</p> <p>Les bénévoles ont exprimé des craintes de représailles liées à leurs activités de signalement, ce qui freine l'exercice de leur mission d'observation. Il est donc recommandé que la stratégie de monitoring de l'ORDH intègre un volet spécifique consacré à la protection et à la sécurité de ses membres, ainsi qu'à la gestion des risques susceptibles d'affecter leurs actions.</p>
Événement 5	Activité de suivi du cycle 1 du CCAP	<p>Le suivi des activités sur le terrain, notamment au niveau des communes, est assuré par les agents et techniciens animateurs, qui jouent un rôle clé dans l'accompagnement des acteurs locaux. Ce suivi régulier est essentiel pour observer l'évolution du Dina à travers la mise en œuvre du contrôle citoyen, et pour s'assurer que les actions menées répondent aux objectifs fixés.</p> <p>Actuellement, le processus de contrôle citoyen arrive à la fin de son premier cycle, ouvrant ainsi la voie à une évaluation globale du dispositif.</p>	<p>L'implication active en matière de suivi dans la gestion du Dina s'avère déterminante pour la recherche de solutions adaptées et la mise en œuvre d'actions d'amélioration concrètes. Grâce à cette dynamique, des avancées significatives ont été enregistrées dans l'application effective du Dina au niveau des communes.</p>
Événement 6			

Événement 7			
Événement 8			

Étapes finales

- Veuillez enregistrer une copie PDF du formulaire en cliquant sur l'icône *Imprimante* qui se situe en haut, à droite de la page.
- Une boîte de dialogue apparaîtra : Veuillez sélectionner le format A4 et l'orientation portrait.
- Cliquez sur "préparer" et enregistrez le document au format PDF.
- (Si, à la première tentative, le document PDF n'est pas lisible, fermez la page ouverte en pop-up et revenez à la première page du formulaire en ligne en utilisant l'option "Retour au début" et essayez d'imprimer la version PDF à partir de là).
- Après avoir imprimé la version PDF, soumettez le rapport à la dernière page du formulaire. Vous pouvez utiliser le bouton "Aller à la fin" dans le coin inférieur droit.
- **Veuillez télécharger la version PDF du rapport ainsi que votre *rapport financier* au format *Excel* sur la passerelle MPTF-O.**

Si vous rencontrez des difficultés à remplir le formulaire ou à générer l'impression pour MPTFO Gateway, veuillez contacter Gabriel Velastegui gabriel.velasteguimoya@un.org

Merci. Vous avez terminé le rapport. Veuillez cliquer sur le bouton SUBMIT ci-dessous. Quand votre rapport est soumis, une bande jaune vous l'annocera en haut de la page. Cela peut prendre quelques secondes